

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 552

2 août 2000

SOMMAIRE

| | | |
|---|--------------|-------|
| Axis Investments, Limited Liability Company, Luxembourg | pages 26484, | 26485 |
| A.C.I.F.D., Agence de Coopération Internationale, Finance et Développement S.A., Luxembourg | | 26486 |
| ACM Global Investments, Fonds Commun de Placement | | 26450 |
| ACT Lux, Audio and Car Trading S.A., Marnach | 26486, | 26487 |
| Almario Frères, S.à r.l., Differdange | | 26487 |
| A.L.S.A.-Europa-Laufzeitfonds 30.3.2001 | | 26479 |
| Arcom S.A., Luxembourg | 26450, | 26451 |
| Asec Manufacturing & Sales, Florange | | 26486 |
| AVR Partners S.A.H., Luxembourg | | 26492 |
| Ayrton S.A., Luxembourg | | 26489 |
| Bal Holding S.A., Luxembourg | | 26493 |
| Barrister Investment S.A., Luxembourg | | 26490 |
| Befralux S.A., Luxembourg | | 26489 |
| Bellery Holding S.A., Luxembourg | | 26492 |
| Beta Select, Fonds Commun de Placement | | 26461 |
| Biogros, S.à r.l., Luxembourg | | 26484 |
| Dauphine S.A.H., Luxembourg | | 26490 |
| Freud S.A., Luxembourg | | 26492 |
| HSBC Global Investment Funds, Luxembourg | | 26493 |
| Ilyoson S.A.H., Luxembourg | | 26490 |
| Imvo S.A.H., Luxembourg | | 26491 |
| LAMESCH EXPLOITATION S.A., Jean Lamesch Exploitation, Bettembourg | | 26495 |
| Le Foyer-Arag, Compagnie Luxembourgeoise d'Assurances S.A. | | 26490 |
| Lioninvest S.A., Luxembourg | | 26496 |
| Lowe European Holdings, S.à r.l., Luxembourg | | 26469 |
| Mercury Selected Trust, Sicav, Senningerberg | | 26490 |
| Monceau Europe, Sicav, Luxembourg | | 26491 |
| Murray Universal, Sicav, Luxembourg | | 26495 |
| Pikata S.A.H., Luxembourg | | 26493 |
| Sarasin Multi Label, Sicav, Luxembourg | | 26451 |
| Side International S.A., Luxembourg | | 26477 |
| (The) Smoke and Booze Brothers Club of Luxembourg, Luxembourg | | 26481 |
| Staro S.A.H., Luxembourg | | 26491 |
| Syllus S.A. Holding, Strassen | | 26496 |
| Tajura S.A., Luxembourg | | 26473 |
| U-insure-u.com, S.à r.l., Luxembourg | | 26475 |
| Union Real Estate S.C.I., Luxembourg | | 26480 |

ACM GLOBAL INVESTMENTS, Fonds Commun de Placement.

ERRATUM

concerning the 16th addendum to the management regulations of ACM GLOBAL INVESTMENTS -
European Technology Portfolio

The seventh paragraph should read as follows:

«The Management Company and any investment manager, investment advisor or sub-advisor are entitled to fees payable at the end of each month, at an aggregate annual rate not exceeding 1.30% of the average of the daily Net Asset Value during the relevant month.»

Dated 10th July, 2000.

Management Company
Signature

Custodian
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 2000, vol. 540, fol. 9, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38292/260/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2000.

ARCOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 39.398.

L'an deux mille, le vingt-huit juin.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ARCOM S.A., R.C. B Numéro 39.398, établie et ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 30 décembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 274 du 24 juin 1992.

Les statuts de ladite société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par un acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 28 mars 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 366 du 31 juillet 1996.

La séance est ouverte à midi trente sous la présidence de Madame M.-Rose Dock, directeur général, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Anne-Marie Charlier, secrétaire, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Annie Swetenham, corporate manager, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Madame la Présidente expose ensuite:

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, que les cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de deux cents (200,-) francs luxembourgeois (LUF) chacune constituant l'intégralité du capital social de vingt millions (20.000.000,-) de francs luxembourgeois (LUF) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. - Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de l'article 1^{er}, alinéa premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de ARCOM S.A.»

2. Changement de l'objet social « *Holding* » en Société de Participations Financières pour lui donner la teneur suivante:

«La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, à la gestion et au financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet dans la mesure où la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme « *Société de Participations Financières* ».

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.»

3. Modification afférente des articles 2 et 13 des statuts.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, a pris, après délibération, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'article 1, alinéa premier des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Alinéa premier.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de ARCOM S.A.»

Deuxième résolution

L'objet social de la Société est changé en celui d'une Société de participations Financières.

En conséquence l'article 2 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, à la gestion et au financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet dans la mesure où la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme «Société de Participations Financières».

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.»

Troisième résolution

L'article 13 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 13.** La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à midi quarante-cinq.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, celles-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M.-R. Dock, A.-M. Charlier, A. Swetenham, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juin 2000, vol. 125S, fol. 1, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2000.

A. Schwachtgen.

(36635/230/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2000.

ARCOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 39.398.

Statuts coordonnés suivant l'acte N° 735 du 28 juin 2000, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2000.

A. Schwachtgen.

(36636/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2000.

SARASIN MULTI LABEL, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy.

STATUTEN

Im Jahre zweitausend, am 22. Juni erschienen vor mir, Edmond Schroeder, Notar, mit Amtssitz in Mersch die folgenden:

1. BANK SARASIN & CIE, eine Gesellschaft organisiert und bestehend nach Schweizer Recht mit offiziellem Sitz in Elisabethenstrasse 62, Ch-4002 Basel, vertreten durch Maître Francine Keiser, wohnhaft in Luxemburg, mit einer Vollmacht ausgestellt in Basel am 23. Mai 2000, welche dem Original dieser Urkunde beigefügt ist um mit ihr registriert zu werden.

2. SARASIN INVESTMENTFONDS AG, eine Gesellschaft organisiert und bestehend nach Schweizer Recht mit offiziellem Sitz in Wallstrasse 9, Ch-4002 Basel, vertreten durch Maître Francine Keiser, wohnhaft in Luxemburg, mit einer Vollmacht ausgestellt in Basel am 23. Mai 2000, welche dem Original dieser Urkunde beigefügt ist um mit ihr registriert zu werden.

Diese haben den unterzeichneten Notar gebeten, die Gründungsurkunde einer Gesellschaft zu dokumentieren, die die Gründer untereinander bilden und für die sie folgende Satzung vereinbart haben:

Die Gesellschaft

Art. 1. Es wird hierdurch zwischen den Unterzeichnern und allen Eignern der danach ausgegebenen Gesellschaftsanteile, eine Gesellschaft in der Form einer «Aktiengesellschaft» gegründet, die eine «Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital» («SICAV»), unter dem Namen SARASIN MULTI LABEL, SICAV (die «Gesellschaft»), darstellt.

Dauer

Art. 2. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafter aufgelöst werden, der in der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Form erfolgen muss.

Gegenstand

Art. 3. Der ausschliessliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und andere zulässige Anlagewerte, die einem Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren («OGAW») erlaubt

sind, zum Zwecke der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Massnahmen treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet und die durch das Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen bzw. jede spätere Fassung desselben (das «1988 Gesetz») zugelassen sind.

Geschäftssitz

Art. 4. Der Geschäftssitz der Gesellschaft wird in Luxemburg errichtet. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanzen können durch Beschluss des Verwaltungsrates (der «Verwaltungsrat»), in Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat befindet, dass Ereignisse höherer Gewalt vorliegen oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese ausserordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehende Massnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die, unbeschadet der vorübergehenden Verlegung ihres Geschäftssitzes, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben wird.

Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Das Anfangskapital der Gesellschaft beläuft sich auf 40.000,- EUR. Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert («Anteile») dargestellt. Solche Anteile können verschiedenen Klassen angehören und in unterschiedlichen Währungen ausgegeben werden; der Ausgabepreis jeder Anteilsklasse wird gemäss dem Anlageziel der jeweiligen durch dieselben dargestellten Sondervermögen (jeweils ein «Fonds») angelegt.

Der Verwaltungsrat kann weiterhin entscheiden, innerhalb jeder Anteilsklasse zwei oder mehr Anteilskategorien zu schaffen. Die Vermögen dieser verschiedenen Anteilskategorien werden gemeinsam im Einklang mit der besonderen Anlagepolitik der Anteilsklasse, der sie zugehörig sind, angelegt, aber diese Anteilskategorien können unterschiedliche Dividendenpolitiken (z.B. ausschüttende und thesaurierende Anteile), Gebührenstrukturen, Hedging-Politiken oder andere besondere Merkmale aufweisen.

Die ausschüttenden Anteile berechtigen den Eigner derselben zum Dividendenbezug gemäss Beschluss der Hauptversammlung der Anteilseigner, wie in Artikel 26 beschrieben. Die thesaurierenden Anteile berechtigen den Eigner derselben nicht zum Dividendenbezug und, wenn eine Dividende aus ausschüttenden Anteilen durch die Hauptversammlung der Gesellschafter der ausschüttenden Anteilskategorie erklärt wird, wird ein der Dividendenausschüttung entsprechender Betrag jedem thesaurierenden Anteil zugeschrieben werden, wie in Artikel 26 dargelegt.

Das Mindestkapital der Gesellschaft sechs Monate nach ihrer Registrierung als OGAW ist der Gegenwert in EUR von mindestens fünfzig Millionen Luxemburger Franken (50.000.000,- LUF).

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, jederzeit Anteile gem. Artikel 24 auszugeben, ohne den bestehenden Gesellschaftern der Gesellschaft ein Vorzugszeichnungsrecht zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann jedem Mitglied des Verwaltungsrats oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder hierzu ermächtigten Person die Befugnis und Pflicht übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlung für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

Die Gesellschaft kann Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil im Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inwertarwerte jedes Fonds, die nicht in EUR ausgedrückt sind, in EUR umgerechnet, so dass das Kapital die Summe in EUR der Inwertarwerte aller Fonds darstellt.

Inhaber und Namensanteile

Art. 6. Der Verwaltungsrat kann Namens- und/oder Inhaberanteile ausgeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform sind mit Ertragsscheinen versehen. Wenn ein Eigner von Inhaberanteilen den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Kategorie, insofern der Verwaltungsrat diesen für ein oder mehrere Kategorien anbietet, den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Im Falle von Namensanteilen, wird eine vereinfachte Anteilsbestätigung erteilt. Der Verwaltungsrat kann beschliessen Zertifikate für Namensanteile auszugeben, wenn ein Anteilseigner ein Zertifikat beantragt.

Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Stückelungen ausgegeben.

Bei Namensanteilen werden Bruchteile von Anteilen ausgegeben, welche auf drei Stellen hinter dem Komma auf- oder abgerundet werden. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

Anteilscheine werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können entweder handschriftlich, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann vorübergehend Anteilscheine in vom Verwaltungsrat beschlossener Form ausstellen.

Anteile werden nach Annahme des Zeichnungsantrags und vorbehältlich der Zahlung des Ausgabepreises (gem. Art. 24) ausgegeben. Der Zeichner wird unverzüglich die Lieferung effektiver Stücke bzw. wie oben dargelegt, eine Anteilsbestätigung erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um ausschüttende Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister («Register») oder an eine andere dem Verwaltungsrat schriftlich angegebene Anschrift gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins an der/den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen. Wenn kein Ertragsschein innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungserklärung vorgelegt wird, verjährt der Anspruch auf die Dividende und diese wird der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden ab der Zeit ihrer Fälligkeit keine Zinsen bezahlt.

Sämtliche ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Anteilsregister registriert, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen geführt wird, die hierzu von der Gesellschaft ernannt werden, und dieses Register soll den Namen jedes Eigners von Namensanteilen, seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt, (im Falle gemeinsam gehaltener Anteile nur die Adresse des Erstgenannten) und die Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile enthalten. Jede Übertragung und Rückgabe eines Namensanteils wird in das Register eingetragen werden, nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die vom Verwaltungsrat für eine derartige Registrierung in Bezug auf den Rechtsanspruch auf den Anteil festgelegt wird. Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilscheine. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung dieser Übertragung in das Aktienregister anlässlich der Aushändigung des/der Zertifikate/s über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Jeder Eigner eines Namensanteils muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an den Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Im Falle von Miteigentümern an Anteilen wird lediglich eine Anschrift im Register eingetragen und alle Mitteilungen werden an diese Anschrift gesandt werden. Falls ein Anteilseigner eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann die Gesellschaft beschliessen, dass eine Mitteilung zu diesem Zweck in das Register eingetragen wird und dass angenommen wird, dass sich die Anschrift des Anteilseigners am Geschäftssitz der Gesellschaft befindet oder an einer anderen Adresse, wie sie jeweils durch die Gesellschaft eingetragen wird, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift mitgeteilt hat. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift ändern, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, wie sie durch die Gesellschaft jeweils bestimmt wird.

Falls infolge einer von einem Zeichner gemachten Zahlung die Ausgabe von Bruchteilsanteilen erforderlich ist, wird ein solcher Bruchteil in das Register eingeschrieben werden. Dieser ergibt keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt derselbe, in dem Umfang wie die Gesellschaft es festlegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilscheine, die volle Anteile darstellen, ausgegeben.

Verlorene und zerstörte Zertifikate

Art. 7. Falls ein Inhaber von Inhaberanteilen der Gesellschaft in zufriedenstellender Weise nachweisen kann, dass sein Anteilsschein verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann, auf sein Verlangen, ein Duplikat des Anteilscheins unter denjenigen Bedingungen und Gewährleistungen ausgestellt werden, wie die Gesellschaft bestimmt, einschliesslich jedoch nicht beschränkt auf eine Garantieerklärung durch eine Versicherungsgesellschaft. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilscheins, auf dem zu vermerken ist, dass es ein Duplikat ist, wird der ursprüngliche Anteilschein, an dessen Stelle der neue ausgegeben worden ist, ungültig. Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken, dem Anteilsinhaber ausserordentliche Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilszertifikates als Ersatz für den verlegten, beschädigten oder zerstörten Anteilschein zu belasten.

Einschränkung des Anteilbesitzes

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (ausser Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile eines Fonds oder einer Klasse von einer Person (im folgenden «ausgeschlossene Person» genannt) erworben oder gehalten werden:

a) die die Gesetze eines Landes oder Vorschriften und Verfügungen von Regierungs- oder sonstigen Behörden verletzt; oder

b) unter Umständen, die nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führen, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere entgeltliche Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte.

Die Gesellschaft kann demnach den Besitz von Gesellschaftsanteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung dazu führen könnte, dass dadurch ein tatsächliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Gesellschaftsanteilen ausgeschlossen ist;

b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Gesellschaftsanteilen ausgeschlossen ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, tatsächlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt kaufen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend als «die Rücknahme-Aufforderung» genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft den oder die Anteilscheine, auf die sich die Rücknahme-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend «Rücknahmepreis» genannt), zu dem die genannten Anteile gemäss Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Klasse und innerhalb einer Anteilsklasse von ausschüttenden bzw. thesaurierenden Anteilen entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 23 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer geltenden Rücknahmegebühr und/oder Handelsgebühren gem. Artikel 21.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigentümer solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Fonds geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Rücknahme-Aufforderung niedergelegt) hinterlegt werden zur Zahlung gegen Aushändigung des Anteilscheins oder der Zertifikate, welche die Anteile beurkunden, wie sie in der Rücknahme-Aufforderung benannt sind oder gegen Aushändigung von Zertifikaten, die Namensanteile darstellen, wenn solche Zertifikate ausgegeben worden sind. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, besass, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist die Person, die als berechtigter Eigentümer erscheint, und berechtigt ist, den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle gegen tatsächliche Übergabe des Anteilscheins oder der Zertifikate zu erhalten;

(4) Die Ausübung der ihr gemäss diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder dass der tatsächliche Eigner von Anteilen ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass in jedem Falle die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Person ablehnen, die keine Anteile an der Gesellschaft halten darf.

Rechte der Hauptversammlung der Gesellschafter

Art. 9. Jede ordnungsgemäss abgehaltene Gesellschafterversammlung stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Gesellschafter verbindlich, unabhängig vom Fonds oder von der jeweiligen Anteilskategorie, die von denselben gehalten werden. Sie hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Hauptversammlung

Art. 10. Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschafter wird in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten. Diese findet am letzten Freitag des Monats Juni jeden Jahres, zum ersten Mal in 2001 statt um 11.00 Uhr. Falls dieser Tag kein Bankwerktag in Luxemburg ist, wird die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Bankwerktag in Luxemburg abgehalten. Die Jahreshauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls aussergewöhnliche Umstände dies gemäss Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Gesellschafterversammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

Getrennte Gesellschafterversammlungen der Anteilseigner einer bestimmten Klasse oder Kategorie oder verschiedener Klassen oder Kategorien von Anteilen können bezüglich aller Angelegenheiten einberufen werden, die eine oder mehrere Klassen oder Kategorien und/oder eine Veränderung deren Rechte betreffen.

Beschlussfähigkeit und Abstimmungen

Art. 11. Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Gesellschaftsversammlungen oder von getrennten Gesellschafterversammlungen von Anteilseignern einer oder mehrerer Klassen oder Kategorien.

Jeder Anteil einer Klasse oder Kategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Anteilseigner kann an jeder Gesellschafterversammlung selbst teilnehmen oder sich mittels einer in Schriftform oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer erteilten Vollmacht durch eine andere Person vertreten lassen.

Unter Vorbehalt anderslautender gesetzlicher oder satzungsmässiger Bestimmungen werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäss einberufenen Gesellschafterversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefasst. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Gesellschafterversammlung teilnehmen zu können.

Einladungen

Art. 12. Gesellschafterversammlungen werden durch den Verwaltungsrat durch eine Einladung einberufen, die die Tagesordnung enthält. Die Einladungen erfolgen in Übereinstimmung mit dem Luxemburgischen Recht.

Der Verwaltungsrat

Art. 13. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Gesellschafter sein müssen. Eine Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder muss zu jeder Zeit aus Verwaltungsratsmitgliedern, Gesellschaftern, Geschäftsführern oder Angestellten der BANK SARASIN & CIE oder einer mit der BANK SARASIN & CIE verwandten Gesellschaft bestehen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Gesellschafter für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wiederwählbar. Ein Verwaltungsratsmitglied kann zu jeder Zeit auch ohne besonderen Grund durch Gesellschafterbeschluss abberufen und/oder ersetzt werden. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Ruhestand oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können sich die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder im Wege der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzen wird.

Der Verwaltungsrat hat für seine Tätigkeit Anspruch auf eine Entschädigung die von der Gesellschafterversammlung bestimmt wird.

Interne Organisation des Verwaltungsrates

Art. 4. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Hauptversammlung verantwortlich ist. Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch zwei Mitglieder an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Ist ein Vorsitzender gewählt, so führt er den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.

Schriftliche Einladungen zu allen Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind. Durch Zustimmungserklärung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden, welches ansonsten schriftlich oder durch Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer erfolgt. Eine Einladung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Datum durch Verwaltungsratsbeschluss im voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats mittels einer Vollmacht in Schriftform oder durch Kabel, Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer vertreten lassen.

Der Verwaltungsrat ist nur bei einer ordnungsgemäss erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig. Einzelne Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen verpflichten, ausser durch speziellen Verwaltungsratsbeschluss.

Vorbehaltlich wie folgt kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschliessen, wenn mindestens zwei Mitglieder des Verwaltungsrats anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden durch eine Stimmenmehrheit der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Stimmen der Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmgleichheit eine ausschlaggebende Stimme.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch schriftlich einstimmig einen Beschluss herbeiführen, dadurch dass sie ihre Zustimmung auf einer oder mehreren gleichlautenden Urkunden zum Ausdruck bringen.

Der Verwaltungsrat kann einen Geschäftsführer und einen stellvertretenden Geschäftsführer sowie weitere Organe oder sonstige Bevollmächtigte ernennen, wie es für die Geschäfte und die Verwaltung der Gesellschaft notwendig erscheint. Jede dieser Ernennungen kann zu jeder Zeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Geschäftsführer brauchen nicht Mitglieder des Verwaltungsrats oder Gesellschafter zu sein. Die so ernannten Geschäftsführer erhalten die Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen werden. Der Verwaltungsrat kann Vollmachten für die tägliche Führung der Gesellschaft und die Umsetzung der Geschäftspolitik der Geschäftsführung an natürliche Personen oder Rechtspersonen übertragen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten, Kompetenzen und Entscheidungsspielräume auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder nicht) besteht.

Protokolle der Verwaltungsratssitzungen

Art. 15. Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder den Sekretär oder durch zwei andere Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet.

Festlegung der Anlagepolitik

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist mit den weitreichenden Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat wahrgenommen werden.

Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Gesellschaftern in der Hauptversammlung gemäss Satzung zustehen und, ohne Einschränkung des Vorstehenden, ist der Verwaltungsrat allumfassend befugt, insbesondere die Anlagepolitik für sämtliche Fonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäss Gesetz oder Verordnungen sowie solcher, die vom Verwaltungsrat beschlossen werden.

Bei der Festlegung und Umsetzung der Anlagepolitik wird der Verwaltungsrat dafür sorgen, dass die Anlagen jeder Anteilsklasse in übertragbare Wertpapiere angelegt werden, die in einem EG-Staat an einer Börse oder an anderen geregelten Märkten, die anerkannt, für das Publikum zugänglich und deren Funktionsweise ordnungsgemäss ist (ein «geregelter Markt»), gehandelt werden oder in Wertpapiere, die an einer Börse in einem zugelassenen Staat amtlich notieren oder an einem geregelten Markt gehandelt werden.

In diesem Zusammenhang bedeutet «zugelassener Staat» jeder Mitgliedsstaat der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung («OECD») sowie alle anderen Länder Europas, Nord-, Mittel- und Südamerikas, Asiens, Australasiens und Afrikas.

Ein «geregelter Markt» bedeutet eine Börse oder ein geregelter Markt in einem zugelassenen Staat.

Die Gesellschaft kann das Nettovermögen eines Fonds in übertragbare Wertpapiere aus Neuemissionen anlegen, sofern nach den Emissionsbedingungen eine Verpflichtung besteht, in einem zugelassenen Staat, einen Antrag auf

amtliche Notierung an einer Börse oder einem geregelten Markt zu stellen, und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erwirkt wird.

Die Gesellschaft kann bis höchstens 35% des Nettovermögens eines Fonds in übertragbare Wertpapiere investieren, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft (ein «Mitgliedstaat»), seinen Gebietskörperschaften, einem anderen zugelassenen Staat oder einer internationalen Organisation öffentlich-rechtlichen Charakters, zu der ein oder mehrere Mitgliederstaaten zählen, emittiert oder garantiert werden.

Die Gesellschaft kann, unter Beachtung der Risikostreuung, bis zu 100% des Nettovermögens eines Fonds in übertragbare Wertpapiere anlegen, die von einem EG-Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen OECD-Mitgliedsstaat oder von einem internationalen Organismus öffentlich-rechtlichen Charakters emittiert wurden oder garantiert werden, zu deren ein oder mehrere EG-Mitgliedstaaten angehören, allerdings mit der Massgabe, dass der betreffende Fonds Wertpapiere von mindestens sechs verschiedenen Emissionen halten muss, wobei Wertpapiere aus einer Emission höchstens 30% des Nettovermögens des jeweiligen Fonds ausmachen dürfen.

Die Gesellschaft kann gemäss den in Artikel 44(3) des 1988 Gesetzes enthaltenen Bedingungen Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne des ersten und zweiten Gedankenstrichs von Artikel 1.2 der EG Richtlinie 85/611 vom 20. Dezember 1985 erwerben.

Unvereinbarkeitsbestimmungen

Art. 17. Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind oder ein Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter derselben ist.

Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist nicht, infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Firma, verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen, und diese Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Gesellschafterhauptversammlung offenzulegen.

Der hier verwendete Ausdruck «persönliches Interesse» umfasst nicht irgendein Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die BANK SARASIN & CIE (oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen) oder ein mit derselben mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen betrifft.

Freistellung

Art. 18. Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, eines anderen Unternehmens, an dem die Gesellschaft beteiligt ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird; ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird; im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit solchen Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwältinnen eine Bestätigung bekommt, daß die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schliessen andere Rechte nicht aus, auf die solche Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Vertretung

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet oder - falls der Verwaltungsrat entsprechende Delegationsbeschlüsse gefasst hat - durch gemeinsame Unterschriften eines Verwaltungsrats mit einem Geschäftsführer oder Prokuristen bzw. durch die Einzelunterschrift solcher Personen für Einzelgeschäfte, denen dazu durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

Wirtschaftsprüfer

Art. 20. Der Verwaltungsrat ernennt einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé»), der die in Artikel 89 des 1988 Gesetzes beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

Rücknahme von Anteilen

Art. 21. Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Gesellschafter kann beantragen, dass die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft, unter dem Vorbehalt,

- dass die Gesellschaft nicht gezwungen ist, an einem Bewertungstag (wie nachstehend definiert) oder in irgendeinem Zeitraum von drei aufeinanderfolgenden Bewertungstagen bei einer wöchentlich erfolgender Bewertung oder von sieben aufeinanderfolgenden Bewertungstagen bei einer täglich erfolgender Bewertung mehr als 10% der ausstehenden Anteile einer Anteilkategorie zurückzukaufen;

- dass Rücknahmeanträge für das Teilvermögen RM Growth Fund wenigstens einen Betrag von 10.000,- EUR aufweisen müssen;

- dass die Gesellschaft das Recht hat alle ausstehenden Anteile eines Teilvermögens eines Anlegers zurückzukaufen falls der Rücknahmeantrag zu einem Restbestand von weniger als 100.000,- EUR, oder einem anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Betrag der im Prospekt angegeben wird, in diesem Teilvermögen führt.

Erhält die Gesellschaft an einem Bewertungstag oder in irgendeinem Zeitraum von drei (wöchentlichen) oder sieben (täglichen) aufeinanderfolgenden Bewertungstagen Rücknahmesuche für eine größere Zahl von Anteilen, kann sie diese Rücknahmen bis zum dritten, wenn diese wöchentlich erfolgen (oder bis zum 7. bei einer täglichen Bewertung) darauffolgenden Bewertungstag, den Bestimmungen des Prospektes gemäss hinausschieben. Solche Anträge sind an den nachfolgenden Bewertungstagen mit Priorität vor späteren Rücknahmeanträgen zu behandeln.

Der Rücknahmepreis wird üblicherweise innerhalb von fünf Geschäftstagen nach dem betreffenden Bewertungstag respektiv nach dem Eingangsdatum der Anteilscheine (wenn diese ausgegeben werden) geleistet, je nachdem welches Datum später ist. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Anteil der jeweiligen Klasse in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikel 23 berechnet, abzüglich von geschätzten Veräusserungskosten und/oder einer Rücknahmegebühr wie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt und im Verkaufsprospekt beschrieben.

Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von aussergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens einer Anteilsklasse nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Zahlung so bald wie möglich durchgeführt werden, jedoch ohne Zinsen.

Jeder derartige Rücknahmeantrag hat schriftlich am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg bzw. bei einer anderen Person oder Stelle, die von der Gesellschaft als Rücknahmeagent für Anteile bestellt worden ist, zu erfolgen. Das/die gültige/n Zertifikat/e für solche Anteile, versehen mit einem gültigen Übertragungsnachweis bzw. Vollmacht muss der Gesellschaft bzw. den hierfür bestellten Agenturen zugegangen sein, bevor der Rücknahmepreis ausgezahlt wird. Zurückgenommene Gesellschaftsanteile werden annulliert.

Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass in Bezug auf einen oder mehrere Fonds oder Anteilskategorien jeder Anteilseigner die gänzliche oder teilweise Umwandlung seiner Anteile in Anteile eines anderen Fonds, sowie innerhalb eines Fonds, die Umwandlung seiner Anteile in Anteile einer anderen Kategorie des gleichen oder, gegebenenfalls eines anderen Fonds beantragen kann, gemäss einer Umwandlungsformel und Grundsätzen, die jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt werden und im geltenden Verkaufsprospekt der Gesellschaft dargelegt werden. Der Verwaltungsrat kann entscheiden die Umwandlung gegebenenfalls nur für einige (und nicht für alle) Fonds respektive Kategorien zu erlauben. Der Verwaltungsrat kann weiterhin Einschränkungen hinsichtlich der Frequenz von Umwandlungsanträgen und die Erhebung einer Umwandlungsgebühr beschliessen und im Verkaufsprospekt bekanntgeben.

Sollte über einen Zeitraum von 30 aufeinanderfolgenden Tagen der Inventarwert aller ausstehenden Anteile eines bestimmten Fonds geringer als 5 Millionen EUR bzw. der Gegenwert in der Währung des betreffenden Fonds sein, oder wenn der Verwaltungsrat dies für angemessen hält, aufgrund von Änderungen der ökonomischen oder politischen Gegebenheiten, welche für den entsprechenden Fonds von Einfluss sind, oder aufgrund der Interessen der betreffenden Anteilseigner kann der Verwaltungsrat beschliessen die Inhaber der betreffenden Anteilsklasse darüber unterrichten, dass sämtliche Anteile der betreffenden Anteilsklasse zu dem am nächstfolgenden Bewertungstag nach der Mitteilungsfrist gültigen Inventarwert (abzüglich der Liquidationskosten und/oder geschätzten Handelsgebühren, die im Verkaufsprospekt beschrieben sind) aber ohne Rücknahmegebühr zurückgenommen werden, oder daß der Fonds mit einem anderen Fonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen OGAW zusammengelegt wird.

Die Schliessung eines Fonds verbunden mit der zwangsweisen Rücknahme aller betreffenden Anteile oder die Verschmelzung mit einem anderen Fonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen OGAW aus anderen als den obengenannten Gründen, kann nur mit dem Einverständnis der Anleger des betroffenen Fonds erfolgen. Dazu ist eine ordnungsgemäss einberufene Gesellschafterversammlung der Anteilseigner dieses Fonds notwendig. Zur Beschlussfähigkeit ist kein Quorum erforderlich und Entscheide erfordern die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile.

Im Falle einer Verschmelzung mit einem «fonds commun de placement» wird der Entscheid nur die Anleger, die sich spezifisch für die Verschmelzung ausgesprochen haben, betreffen.

Eine derart vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Anteilseignern gutgeheissene Verschmelzung ist für die Anteilseigner des betreffenden Fonds nach Ablauf einer dreissigtägigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Anteilseigner an bindend, wobei ein Antrag eines Anteilseigners auf Rücknahme seiner Anteile während der Frist nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden kann.

Sollte über einen Zeitraum von 30 aufeinanderfolgenden Tagen der Gesamtwert der Inventarwerte aller ausstehenden Anteile der Gesellschaft geringer als 10 Millionen EUR sein, kann der Verwaltungsrat die Ausgabe, den Umtausch und gegebenenfalls die Rückname aller Anteile einstellen und sämtliche ausstehenden Anteile zwangsweise zurücknehmen, jedoch ohne Rücknahmegebühr. Eine ausserordentliche Gesellschafterversammlung wird in dem Fall umgehend einberufen zwecks Beschlussfassung über die Auflösung der Gesellschaft.

Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Fonds nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen

Art. 22. Der Inventarwert pro Anteil («Inventarwert») und die Verkaufs- und Rücknahmepreise der Anteile jedes Fonds und innerhalb jedes Fonds der ausschüttenden Anteile und thesaurierenden Anteile wird durch die Gesellschaft wenigstens zweimal im Monat gemäss Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt (jeder Tag oder Zeitpunkt für diese Bestimmung wird hierin als «Bewertungstag» bezeichnet).

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Inventarwertes, die Ausgabe, die Umwandlung und die Rücknahme von Anteilen eines Fonds aussetzen, ebenso wie die Umwandlung von und in Anteile eines solchen Fonds:

(a) wenn ein Wertpapiermarkt oder eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds gehandelt wird (ausser an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen, oder der Wertpapierhandel erheblich eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

(b) während einer aussergewöhnlichen Notlage, die die Veräusserung oder Bewertung der von der Gesellschaft in einem Fonds gehaltenen Anlagewerte, gemäss Einschätzung des Verwaltungsrats, unmöglich macht oder die für die verbleibenden Anleger des entsprechenden Fonds abträglich ist;

(c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers dieses Fonds eingesetzten Nachrichtenverbindungen zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig sind;

(d) wenn die Überweisung von Geldern für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen unmöglich ist oder, gemäss Einschätzung des Verwaltungsrats, die Überweisung von Geldern für den Kauf oder zur Veräusserung von Kapitalanlagen der Gesellschaft nach der Einschätzung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen erfolgen kann; oder aber

(e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung zu einer sich mit diesem Thema befassenden Hauptversammlung der Anteilseigner.

Die Gesellschaft wird die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen unverzüglich einstellen, sobald ein die Liquidation zur Folge habendes Ereignis eintritt oder die luxemburgische Aufsichtsbehörde dies anordnet.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über eine solche Aussetzung sowie unverzüglich von der Beendigung derselben benachrichtigt.

Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme von Anteilen irgendeines Fonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Inventarwertes und die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eines anderen Fonds.

Festlegung des Inventarwertes

Art. 23. Der Inventarwert je Anteil jedes Fonds und, soweit anwendbar, der Inventarwert je Anteil der innerhalb eines Fonds ausgegebenen Kategorien, wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Inventarwert der Aktiva des betreffenden Fonds durch die Anzahl der entsprechenden Anteile dieses Fonds dividiert wird.

Der gesamte Inventarwert des betreffenden Fonds repräsentiert dabei den Verkehrswert der in ihm enthaltenen Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten.

Der Inventarwert je Anteil jeder Kategorie eines Fonds repräsentiert den Verkehrswert der auf die entsprechende Kategorie entfallenden Vermögenswerte, abzüglich der derselben zugeordneten Verbindlichkeiten, dividiert durch die Zahl der entsprechenden Anteile.

Wenn ein Ausgleichskonto geführt wird, kann eine Zahlung auch bezüglich aufgelaufener Erträge aus dem Ausgleichskonto durchgeführt werden.

Die Bewertung des Inventarwertes der verschiedenen Fonds erfolgt in folgender Weise:

(A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

a) sämtliche verfügbaren Kassen- bzw. Kontobestände, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;

b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);

c) alle Wertpapiere (Aktien, festverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte, Optionsscheine und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft);

d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, dass die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Verkehrswert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muss;

e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinslichen Wertpapieren, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;

f) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, dass solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und

g) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbarer Kasse bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlten Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäss Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach Gutdünken der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.

2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere werden wie folgt bewertet:

a) Börsennotierte Wertpapiere werden zu den Schlusskursen des Bewertungstages bewertet. Falls ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert ist, ist vom letztbekanntesten Ankaufspreis an der Börse, an welcher die vom Fonds gehaltenen Wertpapiere erworben wurden, auszugehen.

Bei Wertpapieren, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und dessen letzter verfügbarer Kurs nicht repräsentativ ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern besteht, welche marktkonforme Preise anbieten, kann die Verwaltungsgesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere aufgrund so festgesetzter Preise vornehmen.

b) Wertpapiere, welche an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden wie börsennotierte Wertpapiere bewertet.

c) Wertpapiere, welche nicht an einer Börse notiert sind oder nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem letzten erhältlichen Marktpreis bewertet; ist ein solcher nicht verfügbar, werden diese Wertpapiere gemäss anderen vom Verwaltungsrat der Gesellschaft zu bestimmenden Grundsätzen auf Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewertet.

d) Festgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

e) Die sich bei dieser Bewertung ergebenden Beträge werden zum jeweiligen Mittelkurs in die Buchführungswährung umgerechnet.

Zur Absicherung des Währungsrisikos abgeschlossene Terminkontrakte werden bei der Umrechnung berücksichtigt.

Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel versteckten Kreditrisikos, eine Bewertung nach Massgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Fondsvermögens zu erzielen.

3) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Fonds lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Fonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten folgendes:

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge;

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen, einschliesslich der Übersetzungskosten und der Kosten zur Aufrechterhaltung der ausländischen Registrierungen, wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, alle Gebühren des Investment-Beraters, der Depotstelle und aller anderer Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Prospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilinhaber verfügbar gemacht werden, Marketing und Werbungsaufwendungen;

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden;

d) ein angemessener für Steuerverpflichtungen zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmässigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt.

(C) Für jeden Fonds sowie jede Kategorie von Anteilen des entsprechenden Fonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen ermitteln:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jeder Kategorie eines Fonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet, das für diese Anteilsklasse und -kategorie eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäss den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige derivativen Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Anlagevermögen zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Anlagevermögen zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Anlagevermögens oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Anlagevermögens steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Anlagevermögen zugeordnet.

d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht klar einem bestimmten Anlagevermögen zugeordnet werden kann, werden dieselben durch den Verwaltungsrat in einer Weise, die nach den Gesamtumständen als fair und vernünftig angesehen werden kann, zugeordnet werden, wobei Wirtschaftsprüfer konsultiert werden sollen.

e) Ab dem Tage, ab dem eine hierzu befugte Person eine Dividende für eine Anteils-kategorie erklärt hat, wird der Inventarwert dieser Anteils-kategorie um den Dividendenbetrag ermässigt, vorbehältlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der ausschüttenden und thesaurierenden Anteile jedes Fonds.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäss Artikel 21 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung der betreffenden Klasse lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Verkehrswertes zu dem an dem Tag der Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

Verkaufspreis und Rücknahmepreis

Art. 24. Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert pro Anteil basieren für die jeweilige Anteils-kategorie, erhöht um geschätzte allfällige Anlagekosten von nicht mehr als 1% wenn, und insoweit der Verwaltungsrat dies beschlossen und im geltenden Verkaufsprospekt bekannt-

gegeben hat, mit der Massgabe, dass jeweils diesbezüglich alle Zeichnungsanträge an einem selben Ausgabetag gleich behandelt werden, sowie um eine Verkaufsgebühr, die an die vermittelnden Verkaufsagenten zu zahlen ist, wobei diese Verkaufsgebühr sich nach den jeweiligen Gesetzen richtet. Der so errechnete Preis («Verkaufspreis») ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Zeitraums von nicht mehr als fünf Werktagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar.

Der Verkaufspreis kann mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Gesellschaft angenommene Wertpapiere übertragen werden.

Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Anteilspreis zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, aufgrund des Inventarwertes der jeweiligen Anteilsklasse berechnet, ermässigt um allfällige geschätzte Veräusserungskosten und/oder eine Rücknahmegebühr wie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat beschlossen und im geltenden Verkaufsprospekt bekanntgegeben. Der so definierte Preis («Rücknahmepreis») wird gemäss Artikel 21 ausgezahlt.

Rechnungsjahr

Art. 25. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. April und endet am 31. März, mit Ausnahme des ersten Rechnungsjahres, das mit der Gründung beginnt und am 31. März 2001 endet.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in EUR. Falls gemäss Artikel 5 verschiedene Anteilsklassen bestehen deren Anteilwert in anderen Währungen als EUR ausgedrückt werden, werden diese in EUR umgerechnet und in den konsolidierten geprüften Jahresabschluss in EUR einbezogen, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats und der Einladung zur Jahreshauptversammlung allen Namensanteilhabern 15 Tage vor jeder Jahreshauptversammlung zur Verfügung gestellt wird.

Gewinnverteilung

Art. 26. Dividenden können durch Verwaltungsratsbeschluss zu jeder Zeit auf die Anteile eines Fonds ausbezahlt werden.

Wann immer eine Dividende auf ausschüttende Anteile erklärt wird, muss ein entsprechender Betrag jedem thesaurierenden Anteil des gleichen Fonds zugeordnet werden.

Dividendenausschüttungen an die Anteilseigner ausschüttender Anteile einer Klasse werden von einer Mehrheit der entsprechenden Anteilseigner ratifiziert. Ferner können die Anteilseigner bei der Generalversammlung Dividendenausschüttungen bestimmen.

Die erklärten Dividenden werden normalerweise in der Währung, in welcher die Anteile des jeweiligen Fonds notiert sind, bezahlt, oder ausnahmsweise in einer anderen Währung, welche der Verwaltungsrat beschliesst und sie wird an denjenigen Orten und denjenigen Zeiten bezahlt, wie der Verwaltungsrat beschliesst. Der Verwaltungsrat kann den anwendbaren Wechselkurs zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Zahlungswährung definitiv festlegen.

Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das wie unter Artikel 5 oben definierte Mindestkapital der Gesellschaft davon nicht berührt wird.

Ferner können Dividenden auf ausschüttende Anteile in jedem Fonds eine Zuteilung aus dem Ausgleichskonto erhalten, falls ein solches für ausschüttende Anteile jeder Klasse geführt wird; bei Ausgabe von solchen Anteilen wird in dem Fall jeweils eine Gutschrift gebucht und bei Rücknahme von solchen Anteilen wird eine Belastung in einem Betrag gebucht, der sich aus dem aufgelaufenen Einkommen für die jeweiligen ausschüttenden Anteile ergibt.

Anlageberatung

Art. 27. Die Gesellschaft wird eine Anlageberatungsvereinbarung mit einem fachkundigen Vermögensverwalter abschliessen, im Rahmen derer diese Gesellschaft als Anlageberaterin tätig sein wird, um die Gesellschaft bezüglich der Portefeuille-Anlagen zu beraten. Im Falle eines Vertrages mit BANK SARASIN & CIE oder einer ihrer Tochtergesellschaften, und im Falle der Kündigung dieser Vereinbarung aus irgendeinem Grunde wird die Gesellschaft auf erste Anforderung der Anlageberaterin hin ihren Namen in eine Firmenbezeichnung ändern, die das Wort «Sarasin» oder die Buchstaben «Sar» nicht mehr enthält.

Ausschüttung bei Auflösung

Art. 28. Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt (bei welchen es sich um natürliche Personen oder juristische Personen handeln kann), die von der Versammlung der Anteilhaber benannt werden, die eine solche Auflösung beschliesst und welche deren Verfügungsgewalt und deren Honorierung festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jeden Fonds bzw. auf jede Kategorie von Anteilen soll durch die Liquidatoren an die Anteilhaber jedes Fonds und jeder Kategorie im Verhältnis ihrer Anteile in den bezüglichen Fonds bzw. Kategorien aufgeteilt werden.

Änderung der Satzung

Art. 29. Diese Satzung kann jederzeit durch eine Gesellschafterversammlung abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die gemäss luxemburgischem Recht erforderliche Beschlussfähigkeit und Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden. Alle Änderungen, welche die Rechte von Anteilscheinhabern einer Anteilsklasse oder -kategorie gegenüber denjenigen einer anderen Anteilsklasse oder -kategorie betreffen, sollen davon abhängig sein, dass das entsprechende Quorum bzw. die Mehrheit auch in der anderen Anteilsklasse oder -kategorie erzielt wird.

Allgemein

Art. 30. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Statuten geregelt sind, werden festgelegt gemäss dem Gesetz vom 10. August 1915 über kommerzielle Gesellschaften und Änderungen hierzu, sowie dem Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren.

Zeichnung

Die Gründer haben bei der Gründung die folgenden thesaurierenden Anteile des RM Growth Fund (EUR) gezeichnet und in bar den Ausgabepreis von EUR 10.000,- pro Anteil bezahlt, wie folgt, bezüglich jedes einzelnen Anteils der gezeichnet wurde.

- | | |
|-------------------------------|-----------|
| 1. BANK SARASIN & CIE | 2 Anteile |
| 2. SARASIN INVESTMENTFONDS AG | 2 Anteile |

Der Betrag von EUR 40.000,- ist zur freien Verfügung der Gesellschaft, wie es dem Notar nachgewiesen wurde, der die Urkunde beurkundet hat und der dies ausdrücklich bestätigt.

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung der Anteilinhaber

Die Gründer haben sofort beschlossen, eine ausserordentliche Gesellschafterversammlung abzuhalten, zu der sie sich als ordnungsgemäss einberufen angesehen haben und, nachdem sie festgestellt haben, dass die Versammlung den Regeln entsprechend konstituiert ist, haben sie die folgenden Beschlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst, dass die folgenden als Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft benannt werden, die im Amt bleiben sollen bis die Jahreshauptversammlung der Anteilinhaber der Gesellschaft, die in 2001 abgehalten wird und bis ihre Nachfolger gewählt und anerkannt sind:

Verwaltungsrat:

– Vorsitzender des Verwaltungsrats:

Rolf Wittendorfer, Direktor, BANK SARASIN & CIE, Basel.

– Mitglieder des Verwaltungsrats:

- Jürg Peng, Geschäftsführer, SARASIN INVESTMENTFONDS AG, Basel,

- Marco Weber, stellvertretender Direktor, BANK SARASIN & CIE, Basel,

- Yves Stein, Directeur, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, Luxemburg.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst, dass PricewaterhouseCoopers, 16, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft benannt werden, die im Amt bleiben sollen bis der Jahresabschluss vom 31. März 2001 der Gesellschafterversammlung vorgelegt worden ist und bis ihre Nachfolger gewählt sind.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung genehmigt den Verwaltungsrat die tägliche Führung der Gesellschaft innerhalb der täglichen Verwaltung, gemäss Artikel 14 dieser Satzung, an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder zu delegieren.

Schätzung der Kosten und des Kapitals

Die vorgenannten Personen erklären, dass die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Lasten, welcher Art auch immer, die durch die Gesellschaft als Folge ihrer Gründung zu zahlen sind, sich ungefähr auf LUF 250.000,- belaufen.

Zum Zwecke der Registrierung wird das Anteilskapital in Luxemburger Franken bewertet auf LUF 1.613.596,-.

Im Glauben hierauf haben Wir, der unterzeichnende Notar, unsere Hand und Siegel am Tag, wie er am Eingang zu dieser Urkunde genannt ist, gesetzt.

Nachdem die Urkunde allen erschienenen Personen vorgelesen worden ist, die sämtlich dem Notar durch ihre Familiennamen, Vornamen, Familienstand und Wohnort bekannt sind, haben besagte erschienene Personen das vorliegende Original zusammen mit Uns, dem Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: F. Keiser, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 22 juin 2000, vol. 414, fol. 43, case 1. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 22. Juni 2000.

E. Schroeder.

(33153/228/680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2000.

BETA SELECT, Fonds Commun de Placement.**VERWALTUNGSREGLEMENT**

Art. 1. Allgemeines. BETA SELECT (der «Fonds») ist ein Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») des offenen Typs in der Form eines rechtlich unselbständigen Sondervermögens nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg (fonds commun de placement) bestehend aus Investmentanteilen und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»).

Die ACTIVEST INVESTMENTGESELLSCHAFT LUXEMBOURG S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit Sitz in Luxemburg (die «Verwaltungsgesellschaft») verwaltet den Fonds in eigenem Namen unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung.

Das Vermögen des Fonds, das von der HypoVereinsbank LUXEMBOURG S.A. als Depotbank (die «Depotbank») verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt gehalten.

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Inhaber von Anteilen (die «Anteilinhaber»), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, welches am 30. Juni 2000 in Kraft getreten ist. Dessen gültige Fassung sowie eventuelle Abänderungen desselben sind im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associa-

tions, dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (das «Mémorial») veröffentlicht sowie beim Handelsregister des Bezirksgerichts in Luxemburg hinterlegt und erhältlich.

Das Netto-Fondsvermögen (Fondsvermögen abzüglich der dem Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten) muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken erreichen.

Die Anteile (die «Anteile») werden als Inhaberanteile ausgegeben.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilinhaber des Fonds den Verkaufsprospekt inkl. Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäss genehmigten und veröffentlichten Änderungen derselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. Das Fondsvermögen wird - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 5 des Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, jedoch ausschliesslich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber verwaltet.

Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschliesslich, auf den Kauf, den Verkauf, die Zeichnung und die Übertragung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten und auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen.

Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder sonstige Personen mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten einen oder mehrere Anlageberater hinzuziehen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zu Lasten des Fondsvermögens das im Verwaltungsreglement und im Verkaufsprospekt festgelegte Entgelt zu beanspruchen.

Art. 3. Die Depotbank. Die Bestellung der Depotbank erfolgt durch die Verwaltungsgesellschaft.

Die HypoVereinsbank LUXEMBOURG S.A., eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts mit Sitz in Luxemburg, wurde als Depotbank für die Verwahrung des Vermögens des Fonds bestellt. Sie ist ermächtigt, sämtliche Bankgeschäfte in Luxemburg zu betreiben.

Die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft sind jeweils berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft setzt voraus, dass eine Bank mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss dem Verwaltungsreglement übernimmt. Falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb von zwei Monaten eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss dem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Alle flüssigen Mittel, Investmentanteile und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilinhaber des Fonds in gesonderten Konten (die «Sperrkonten») oder Depots (die «Sperrdepots») verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten des Fonds beauftragen, sofern diese an einer ausländischen Börse zugelassen oder in ausländische organisierte Märkte einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögensgegenstände handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

Die Anlage von Vermögenswerten des Fonds in Form von Einlagen bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Einlagen bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Die Depotbank darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Vorschriften, dem Prospekt und dem Verwaltungsreglement vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten verwahrten Einlagen zu überwachen.

Die Depotbank wird entsprechend den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz:

- Anteile des Fonds auf die Zeichner gemäss Artikel 6 des Verwaltungsreglements übertragen;
- aus den Sperrkonten den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den Fonds erworben worden sind;
- aus den Sperrkonten die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Terminkontrakten leisten;
- Investmentanteile sowie sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen;
- den Rücknahmepreis gemäss Artikel 11 des Verwaltungsreglements gegen Ausbuchung der entsprechenden Anteile auszahlen;
- alle Ausschüttungen gemäss Artikel 14 des Verwaltungsreglements auszahlen.

Die Depotbank wird dafür sorgen, dass

- alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf den entsprechenden Sperrkonten bzw. Sperrdepots eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen, anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und evtl. Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Sperrkonten des Fonds verbucht werden;

- der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des Fonds durch die Verwaltungsgesellschaft vorgenommen werden, den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäss erfolgen;

- die Berechnung des Inventarwertes des Fonds gemäss den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement des Fonds erfolgt;

- börsennotierte Vermögenswerte höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden sowie nicht an einer Börse notierte Vermögenswerte zu einem Preis gekauft bzw. verkauft werden, der nicht in einem offensichtlichen Missverhältnis zu ihrem tatsächlichen Wert steht;

- Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden, sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln von Artikel 9 des Verwaltungsreglements angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräusserung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich über- bzw. unterschreitet;

- bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen zugunsten des Fonds bei ihr eingeht;

- die Erträge des Fondsvermögens gemäss dem Verwaltungsreglement verwendet werden;

- die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Finanzterminkontrakten sowie bezüglich Devisenkursicherungsgeschäften eingehalten werden.

Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Sperrkonten bzw. den Sperrdepots des Fonds nur das in dem Verwaltungsreglement und in dem Verkaufsprospekt festgesetzte Entgelt.

Die Depotbank hat jeweils Anspruch auf das ihr nach diesem Verwaltungsreglement und dem Verkaufsprospekt zustehende Entgelt und entnimmt es den Sperrkonten des Fonds nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft. Die in Artikel 12 dieses Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen, zu Lasten des Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;

- gegen Vollstreckungsmassnahmen von Dritten Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn im Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend getroffene Regelung schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft direkt bzw. die frühere Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenem Namen Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

Art. 4. Hauptverwaltung. Die Hauptverwaltung des Fonds befindet sich in Luxemburg. Dies beinhaltet u.a.:

- die Buchhaltung des Fonds wird in Luxemburg geführt und die dazu notwendigen Unterlagen sind in Luxemburg verfügbar;

- der Inventarwert des Fonds wird in Luxemburg errechnet;

- die Ausgabe und die Rücknahme der Anteile erfolgt in Luxemburg;

- die Verkaufsprospekte, die Rechenschaftsberichte sowie alle anderen für die Anteilinhaber bestimmten Unterlagen werden in Luxemburg erstellt;

- die Korrespondenz, der Versand der Rechenschaftsberichte und aller anderen für die Anteilinhaber bestimmten Unterlagen erfolgt von Luxemburg aus.

Art. 5. Anlagepolitik.

5.1 Risikostreuung

Das Vermögen des Fonds wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der nachfolgenden Anlagebeschränkungen angelegt.

Das Hauptziel der Anlagepolitik ist es, unter Einhaltung einer grundsätzlich wachstumsorientierten Gesamtstruktur einen möglichst hohen Kapitalzuwachs in Verbindung mit einem angemessenen Ertrag zu erwirtschaften. Als Instrumente der Anlagepolitik stehen Geldmarktfonds, Rentenfonds, Grundstücksfonds, insbesondere gemischte Fonds, Aktienfonds sowie aktienah investierende Fonds im Vordergrund, welche das Fondsmanagement je nach aktueller Markteinschätzung flexibel einsetzt. Dabei ist auch im grösseren Umfang der Erwerb von Länder-, Regionen-, Branchen- und Themenfonds möglich.

Die Verwaltungsgesellschaft wird für den Fonds nur solche Investmentanteile und Vermögensgegenstände erwerben, die Ertrag und/oder Wachstum erwarten lassen. Es werden keine Vermögenswerte erworben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt.

Für den Fonds werden grundsätzlich nur Anteile an solchen Organismen für gemeinsame Anlagen («OGA») des offenen Typs erworben, soweit deren Anlagepolitik dem Grundsatz der Risikostreuung im Sinne der Regeln für Luxemburger Organismen für gemeinsame Anlagen nach Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 folgt und die in ihrem Ursprungsland einer gesetzlich zum Schutz des Anlegers eingerichteten Investmentaufsicht unterliegen, wobei höchstens 20% des Netto-Fondsvermögens in Anteilen eines einzigen Zielfonds angelegt werden dürfen. In diesem Zusammenhang wird der Fonds grundsätzlich nur Anteile an OGA aus einem Mitgliedstaat der EU, der Schweiz, Kanada, den USA, Japan oder Hongkong erwerben.

Für den Fonds werden ausschliesslich Anteile an

a) in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegten Sondervermögen (mit Ausnahme von Investmentfondsanteil-Sondervermögen), die keine Spezialfonds sind und bei denen es sich um Fonds des offenen Typs handelt, oder

b) offenen Investmentvermögen, die keine Spezialfonds sind, bei denen die Anteilinhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, und die entweder nach dem deutschen Auslandsinvestmentgesetz in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen, oder die in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investmentaufsicht unterliegen, deren Zweck der Schutz des Anlegers ist erworben.

Der Fonds kann auch in Grundstückfondsanteile anlegen, die die vorgenannten Kriterien erfüllen.

Für den Fonds werden vorwiegend, in der Regel mindestens 51% des Netto-Fondsvermögens, Anteile an Aktienfonds erworben. Das Fondsvermögen kann, je nach Einschätzung der Marktlage, auch vollständig (bis zu 100%) in dieser Fondskategorie angelegt werden. Bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens können in gemischten Wertpapierfonds, Rentenfonds, Geldmarktfonds und aktiennah investierenden Fonds, bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens können in Grundstückerfonds angelegt werden.

Der Wert der Zielfondsanteile darf 51% des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht unterschreiten. In Anteilen eines einzigen Zielfonds dürfen höchstens 20% des Netto-Fondsvermögens angelegt werden. Für den Fonds dürfen nicht mehr als 10% der ausgegebenen Anteile des Zielfonds erworben werden. Bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (sogenannte Umbrella-Fonds), beziehen sich die in den beiden vorstehenden Sätzen geregelten Anlagegrenzen jeweils auf einen Teilfonds. Dabei darf es nicht zu einer übermässigen Konzentration des Nettofondsvermögens auf einen einzigen Umbrella-Fonds kommen. Der Erwerb von Anteilen an Zielfonds, die mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, ist für den Fonds nur zulässig, wenn die vom Zielfonds gehaltenen Anteile nach den Vertragsbedingungen des Investmentfonds oder der Satzung der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen. Der Fonds darf weder in Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds investieren noch in andere Wertpapiere (mit Ausnahme der nach diesem Verwaltungsreglement zulässigen in Wertpapieren verbrieften Finanzinstrumenten).

Der Fonds darf keine Wertpapierdarlehens- und Pensionsgeschäfte tätigen. Für den Fonds werden keine Anteile an OGA erworben, deren Anlagepolitik ihrerseits auf die Anlage in anderen OGA ausgerichtet ist.

5.2 Finanzinstrumente

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Rahmen der ordnungsgemässen Verwaltung für Rechnung des Fonds nur mit Absicherungszweck folgende Geschäfte tätigen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben:

1. Devisenterminkontrakte abschliessen sowie Optionsrechte zum Erwerb oder zur Veräusserung von Devisen oder eines Devisenterminkontraktes oder auf Zahlung eines Differenzbetrages, der sich an der Wertentwicklung von Devisen oder eines Devisenterminkontraktes bemisst, einräumen oder erwerben.

2. Optionsrechte im Sinne des vorgenannten Absatzes, deren Optionsbedingungen das Recht auf Zahlung eines Differenzbetrags einräumen, dürfen nur eingeräumt oder erworben werden, wenn die Optionsbedingungen vorsehen, dass

a) der Differenzbetrag zu ermitteln ist als ein Bruchteil, das Einfache oder das Mehrfache (Differenzbetragsmultiplikator) der Differenz zwischen dem (1) Wert oder Indexstand des Basiswerts zum Ausübungszeitpunkt und dem Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand oder (2) Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand und dem Wert oder Indexstand des Basiswerts zum Ausübungszeitpunkt,

b) bei negativem Differenzbetrag eine Zahlung entfällt.

5.3 Notierte und nicht notierte Finanzinstrumente

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf Geschäfte tätigen, die zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen organisierten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben.

2. Geschäfte, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen organisierten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nur mit geeigneten Kreditinstituten und Finanzdienstleistungsinstituten auf der Grundlage standardisierter Rahmenverträge getätigt werden.

3. Die im vorgenannten Absatz genannten Geschäfte dürfen mit einem Vertragspartner nur insofern getätigt werden, als der Verkehrswert des Finanzinstrumentes einschliesslich des zugunsten des Fonds bestehenden Saldos aller Ansprüche aus offenen, bereits mit diesem Vertragspartner für Rechnung des Fonds getätigten Geschäften, die ein Finanzinstrument zum Gegenstand haben, 5% des Wertes des Fondsvermögens nicht überschreitet. Bei Überschreitung der vorgenannten Grenze darf die Verwaltungsgesellschaft weitere Geschäfte mit diesem Vertragspartner nur tätigen, wenn diese zu einer Verringerung des Saldos führen. Überschreitet der Saldo aller Ansprüche aus offenen, mit dem Vertragspartner für Rechnung des Fonds getätigten Geschäften, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 10% des Wertes des Fondsvermögens, so hat die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich diese Grenze wieder einzuhalten.

Konzernunternehmen gelten als ein Vertragspartner.

5.4 Devisenterminkontrakte und Optionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte mit Absicherungszweck

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf nur zur Währungskurssicherung von in Fremdwährung gehaltenen Vermögensgegenständen für Rechnung des Fonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie nur Verkaufsoptionsrechte auf Devisen oder Verkaufsoptionsrechte auf Devisenterminkontrakte erwerben, die auf dieselbe Währung lauten.

2. Eine indirekte Absicherung über eine dritte Währung ist unter Verwendung von Devisenterminkontrakten nur zulässig, wenn sie zum Zeitpunkt des Abschlusses dem gleichen wirtschaftlichen Ergebnis wie bei einer Direktabsicherung entspricht und gegenüber einer Direktabsicherung keine höheren Kosten entstehen.

3. Devisenterminkontrakte und Kaufoptionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte dürfen im Falle schwebender Verpflichtungsgeschäfte nur erworben werden, soweit sie zur Erfüllung des Geschäftes benötigt werden.

4. Die Verwaltungsgesellschaft wird von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wenn und soweit sie dies im Interesse der Anteilhaber für geboten hält.

5.5 Flüssige Mittel

Der Fonds kann flüssige Mittel in Form von Barguthaben und regelmässig gehandelten Geldmarktinstrumenten in Höhe von bis zu maximal 49% seines Netto-Fondsvermögens halten oder als Festgelder anlegen. Diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben. Die Geldmarktinstrumente dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den Fonds eine Restlaufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

5.6 Weitere Anlagerichtlinien

- a) Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögensgegenstände, welche nicht zum Fondsvermögen gehören, sind nicht zulässig.
- b) Das Fondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.
- c) Der Fonds wird nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.
- d) Das Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.
- e) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden sollen.
- f) Unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung gemäss Artikel 5, Punkt 5.1. des Verwaltungsreglements, dürfen bis zu 100% ausländische Investmentanteile für das Netto-Fondsvermögen aus Staaten der europäischen Union, der Schweiz, der USA, Kanada, Japan und Hongkong erworben werden.

5.7 Kredite und Belastungsverbote

- a) Das Fondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherheit abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne der nachstehenden Ziffer b).
 - b) Kredite zu Lasten des Fonds dürfen nur kurzfristig und bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens aufgenommen werden, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.
- Zu Lasten des Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen. Jede natürliche oder juristische Person kann vorbehaltlich Artikel 7 des Verwaltungsreglements durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises Anteile des Fonds erwerben.

Der Anteilzeichner hat als Kaufpreis einen Betrag (den «Ausgabepreis») zu zahlen, der dem Inventarwert der Anteile des auf den Eingang des Zeichnungsantrages bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Vertriebsstelle oder einer Zahlstelle nächstfolgenden Bewertungstages gemäss Artikel 9 dieses Verwaltungsreglements entspricht, zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 4% des Inventarwertes. Der Ausgabepreis ist innerhalb von drei Bankarbeitstagen nach Eingang des Zeichnungsantrages bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Vertriebsstelle oder einer Zahlstelle in der Fondswährung des Fonds, welche im Verkaufsprospekt festgelegt ist, zahlbar.

Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und unverzüglich in entsprechender Höhe auf die Käufer übertragen.

Alle ausgegebenen Anteile des Fonds haben gleiche Rechte.

Falls die Gesetze eines Landes niedrigere Verkaufsprovisionen vorschreiben, können die in jenem Land beauftragten Vertriebsstellen die Anteile mit der dort höchstzulässigen Verkaufsprovision verkaufen.

Der Ausgabepreis kann sich um Stempelgebühren oder andere Belastungen, die in verschiedenen Ländern anfallen, in denen Anteile verkauft werden, erhöhen.

Sparpläne werden angeboten. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmässig verteilt.

Art. 7. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen des Fonds die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn es sich bei den Käufern um natürliche oder juristische Personen handelt, die in bestimmten Ländern oder Gebieten wohnhaft oder eingetragen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschliessen, falls eine solche Massnahme zum Schutz der Anteilinhaber des Fonds oder des Fonds selbst notwendig werden sollte. Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft:

- a) aus eigenem Ermessen jeden Zeichnungsantrag auf Erwerb von Anteilen zurückweisen;
- b) jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Anteilinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Eingehende Zahlungen auf nicht unverzüglich ausgeführte Zeichnungsanträge werden von der Depotbank ohne Zinsen umgehend zurückgezahlt.

Art. 8. Anteilzertifikate. Die Anteile werden in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

Art. 9. Berechnung des Inventarwertes. Das Netto-Fondsvermögen des Fonds lautet auf Euro. Der Wert eines Anteils («Inventarwert») lautet auf die im Verkaufsprospekt festgelegte Währung, in welcher der Fonds aufgelegt wird («Fondswährung»). Der Inventarwert pro Anteil wird in Luxemburg an jedem Bankarbeitstag, der sowohl in München als auch in Luxemburg ein Börsentag ist («Bewertungstag»), unter Aufsicht der Depotbank berechnet.

Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Vermögens des Fonds durch die Zahl der sich zum Zeitpunkt der jeweiligen Berechnung im Umlauf befindlichen Anteile des Fonds.

Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- a) Geldmarktinstrumente bzw. Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.
- b) Geldmarktinstrumente bzw. Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der

Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Geldmarktinstrumente bzw. Wertpapiere verkauft werden können.

c) Geldmarktinstrumente bzw. Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, können zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln bewertet werden.

d) Optionen werden grundsätzlich zu den letzten verfügbaren Börsenkursen bzw. Maklerpreisen bewertet. Sofern ein Bewertungstag gleichzeitig Abrechnungstag einer Option ist, erfolgt die Bewertung der entsprechenden Option zu ihrem jeweiligen Schlussabrechnungspreis («settlement price»).

e) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen werden zu ihrem letzten festgestellten und erhältlichen Inventarwert, ggf. unter Berücksichtigung einer Rücknahmegebühr, bewertet.

f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich anteiliger Zinsen bewertet.

Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 30 Tagen können zu dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Verwaltungsgesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

g) Die auf Geldmarktinstrumente bzw. Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

h) Alle nicht auf die jeweilige Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet.

Falls aussergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäss den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, nach vorheriger Zustimmung durch die Depotbank den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Tages zugrundelegt, an dem sie für den Fonds die Vermögenswerte tatsächlich verkauft, die je nach Lage verkauft werden müssen. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

Art. 10. Einstellung der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen und der Berechnung des Inventarwertes. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der die Anteilwertberechnung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens angelegt ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäss durchzuführen.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

Jeder Antrag für die Zeichnung oder Rücknahme kann im Fall einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes vom Anteilhaber bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung widerrufen werden.

Art. 11. Rücknahme von Anteilen. Die Anteilhaber sind berechtigt, an jedem Bewertungstag die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen. Rücknahmeanträge, die an einem Bewertungstag (wie in Artikel 9 des Verwaltungsreglements definiert) eingegangen sind, werden zum Inventarwert (wie in Artikel 9 des Verwaltungsreglements bestimmt) pro Anteil des Fonds des jeweils nächsten Bewertungstages abgerechnet.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt spätestens drei Bankarbeitstage nach Eingang des Rücknahmeantrages bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Vertriebsstelle oder einer Zahlstelle gegen Ausbuchung der entsprechenden Anteile. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Zustimmung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme gemäss den Bestimmungen des letzten Absatzes von Artikel 9 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Inventarwert.

Der Rücknahmepreis wird in der Fondswährung des Fonds vergütet. Mit der Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Inventarwertberechnung gemäss Artikel 10 des Verwaltungsreglements umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, wie keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten oder einschränken.

Art. 12. Kosten. Der Fonds trägt folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:
- alle Steuern, die auf das Vermögen, dessen Erträge und Aufwendungen zu Lasten des Fonds erhoben werden;

- ein jährliches Verwaltungsentgelt zugunsten der Verwaltungsgesellschaft von bis zu 1,2% p.a. und eine jährliche Depotbankvergütung zugunsten der Depotbank von bis zu 0,1% p.a., deren Höhe für den Fonds im Verkaufsprospekt bestimmt wird. Die Verwaltungsvergütung und die Depotbankvergütung werden an jedem Bewertungstag auf Basis des Netto-Fondsvermögens des Fonds zum vorangegangenen Bewertungstag berechnet und monatlich nachträglich ausbezahlt.

Darüber hinaus erhält die Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung des Fondsvermögens aus dem Fondsvermögen eine erfolgsbezogene Vergütung in Höhe von bis zu 10% des Betrages, um den die Entwicklung des Nettoinventarwertes die Erfolgsschwelle von 10% p.a. (Vergleichsbasis) übersteigt.

Die erfolgsbezogene Vergütung wird durch den Vergleich der Entwicklung der Vergleichsbasis mit der Entwicklung des Nettoinventarwertes des Fonds ermittelt. Entsprechend dem Ergebnis des täglichen Vergleichs wird eine etwa anfallende erfolgsbezogene Vergütung im Fondsvermögen zurückgestellt.

Für die Berechnung der Wertentwicklung der Fondsanteile werden eventuelle Ausschüttungen unter der Annahme der Wiederanlage zum Inventarwert berücksichtigt. Liegt die tägliche Entwicklung des Anteilwertes unter dem Wert, der als Vergleichsbasis gilt, so wird bis zu 10% der Differenz zwischen der Entwicklung des Anteilwertes und der Vergleichsbasis von der bisher zurückgestellten erfolgsbezogenen Vergütung abgezogen, oder falls keine erfolgsbezogene Vergütung zurückgestellt wurde, zwecks Anrechnung an zukünftige erfolgsbezogene Vergütungen in Betracht gezogen.

Die am Ende des Geschäftsjahres bestehende zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung kann entnommen werden. Liegt die Entwicklung des Anteilwertes des Fonds am Ende eines Geschäftsjahres unter der vorgenannten entsprechenden Referenzgrösse, so wird die prozentuale Renditedifferenz auf das Folgegeschäftsjahr vorgetragen. Ein eventueller Vortrag führt im Folgegeschäftsjahr zu einer entsprechenden Erhöhung der entsprechenden Referenzgrösse um die prozentuale Renditedifferenz.

Die im Fondsvermögen enthaltenen Zielfonds können ihrerseits eine Verwaltungsvergütung berechnen.

Soweit ein Zielfonds von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, mit der sie durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet wird, werden dafür dem Fonds von der Verwaltungsgesellschaft keine Ausgabeaufschläge, Rücknahmeabschläge und keine Verwaltungsvergütung belastet. Dies gilt auch für den erfolgsabhängigen Anteil der Verwaltungsvergütung. Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, dass die Verwaltungsgesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Zielfonds entfallenden Teil- gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe- jeweils um die von den erworbenen Zielfonds berechnete Verwaltungsvergütung kürzt. Diese Beschränkungen gelten auch für Anteile an Investmentgesellschaften, die mit der Verwaltungsgesellschaft bzw. dem Fonds in der vorgenannten Weise verbunden sind.

Soweit der Fonds jedoch in Zielfonds anlegt, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/oder verwaltet werden, sind ggf. der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist in allen Fällen zu berücksichtigen, dass zusätzlich zu den Kosten, die auf das Fondsvermögen gemäss den Bestimmungen dieses Verkaufsprospektes und dieses Verwaltungsreglements erhoben werden, Kosten für das Management und die Verwaltung, die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern sowie sonstige Kosten und Gebühren der Zielfonds, in welche der Fonds anlegt, auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann; die genannten Kosten werden im Jahresbericht aufgeführt;

- übliche Courtage und Bankgebühren insbesondere Effektenprovisionen, die für Geschäfte mit Investmentanteilen und sonstigen Vermögenswerten des Fondsvermögens sowie mit Währungs- und Wertpapiersicherungsgeschäften anfallen;

- Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber des Fonds handeln;

- Honorare der Wirtschaftsprüfer;

- Kosten der Vorbereitung und Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung des Verwaltungsreglements sowie anderer Dokumente, die den Fonds betreffen, einschliesslich Anmeldungen zur Registrierung, Prospekte oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschliesslich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen werden müssen;

- bankübliche Gebühren ggf. einschliesslich der banküblichen Kosten für die Verwahrung ausländischer Investmentanteile im Ausland;

- Kosten für die Werbung und solche, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen;

- Kosten der für die Anteilinhaber bestimmten Veröffentlichungen;

- Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilinhaber in allen notwendigen Sprachen, sowie Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, welche gemäss den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind;

- Gebühren der Repräsentanten im Ausland;

- sämtliche Verwaltungsgebühren;

- sämtliche Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräusserung von Vermögenswerten stehen mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Zielfonds, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden.

In jedem Rechenschafts- und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die dem Fonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds berechnet worden sind, sowie die Vergütung angegeben, die dem Fonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft (Kapitalanlage-

gesellschaft) oder einer anderen Investmentgesellschaft einschliesslich ihrer Verwaltungsgesellschaft für die in dem Fonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst den laufenden Erträgen, dann den Netto-Kapitalgewinnen und zuletzt dem Fondsvermögen angerechnet.

Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds zu tragenden Kosten.

Die Gründungskosten werden zunächst von der Verwaltungsgesellschaft getragen und dann über einen Zeitraum, der sich über das erste Rumpfgeschäftsjahr sowie das darauffolgende Geschäftsjahr erstreckt, vom Fondsvermögen anteilmässig durch die Verwaltungsgesellschaft in Rechnung gestellt.

Art. 13. Rechnungsjahr und Revision. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. Oktober eines jeden Jahres und endet am 30. September des darauffolgenden Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Gründung des Fonds und endet am 30. September 2000.

Die Bücher der Verwaltungsgesellschaft und das Fondsvermögen werden durch einen in Luxemburg zugelassenen Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

Art. 14. Ausschüttungspolitik. Unbeschadet einer anderweitigen Regelung im Verkaufsprospekt beabsichtigt die Verwaltungsgesellschaft, jedes Jahr den überwiegenden Teil der ordentlichen Nettoerträge des Fonds auszuschütten und diese nach Abschluss des Geschäftsjahres auszuzahlen. Als ordentliche Nettoerträge des Fonds gelten vereinnahmte Erträge aus Investmentanteilen und Zinsen abzüglich der allgemeinen Kosten.

Daneben können die realisierten Kapitalgewinne zur Ausschüttung kommen. Ferner können die nicht realisierten Werterhöhungen sowie Kapitalgewinne aus den Vorjahren zur Ausschüttung gelangen. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt.

Ein Ertragsausgleich wird vorgenommen.

Art. 15. Änderungen des Verwaltungsreglements. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement im Interesse der Anteilhaber jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten am Tage ihrer Unterzeichnung in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog Artikel 16 Absatz 1 des Verwaltungsreglements veranlassen.

Art. 16. Veröffentlichungen. Der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis des Fonds sind jeweils bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen verfügbar und werden, falls gesetzlich erforderlich oder von der Verwaltungsgesellschaft so bestimmt, jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder veröffentlicht, in denen die Anteile öffentlich vertrieben werden.

Spätestens 4 Monate nach Abschluss eines jeden Geschäftsjahres des Fonds wird die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern einen geprüften Jahresbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft gibt über das Fondsvermögen, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate. Spätestens 2 Monate nach Ende der ersten Hälfte eines jeden Geschäftsjahres des Fonds stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern einen Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft gibt über das Fondsvermögen und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres.

Die Verwaltungsgesellschaft wird im Jahresbericht und Halbjahresbericht den Betrag der Ausgabeauf- und ggf. der Rücknahmeabschläge angeben, die dem Fonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an anderen Investmentvermögen berechnet worden sind, sowie die Vergütung angeben, die dem Sondervermögen von einer anderen Kapitalanlagegesellschaft oder einer anderen Investmentgesellschaft einschliesslich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Verwaltungsvergütung für die im Sondervermögen gehaltenen Anteile berechnet wurde.

Jahresberichte und Halbjahresberichte des Fonds sind für die Anteilhaber bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle kostenlos erhältlich.

Art. 17. Dauer und Auflösung des Fonds. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Der Fonds kann jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

Eine Auflösung erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;
- wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;
- wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäss Artikel 1 des Verwaltungsreglements bleibt;
- in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen Fällen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds jederzeit auflösen, insbesondere in den Fällen einer wesentlichen Veränderung wirtschaftlicher und/oder politischer Rahmenbedingungen, im Interesse einer wirtschaftlichen Rationalisierung oder dann, wenn das Fondsvermögen unter eine Mindestgrenze absinkt, welche die Verwaltungsgesellschaft als Untergrenze für ein wirtschaftlich effizientes Management des Fonds ansieht.

Die Auflösung des Fonds wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und mindestens drei Tageszeitungen, welche eine angemessene Auflage erreichen, bekannt gemacht. Eine dieser Tageszeitungen muss in Luxemburg herausgegeben werden. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Liquidation des Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen des Fonds eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und -honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von ihr oder der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber im Verhältnis ihrer jeweiligen Anteile verteilen. Liquidationserlöse, die zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern nicht eingefordert worden sind, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken/Euro umgerechnet und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber nach Abschluss

des Liquidationsverfahrens bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Weder Anteilinhaber noch deren Erben bzw. Rechtsnachfolger können die Auflösung und/oder Teilung des Fonds beantragen.

Art. 18. Verjährung. Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach Entstehung des Anspruchs. Unberührt bleibt die in Artikel 17 enthaltene Regelung.

Art. 19. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem luxemburgischem Recht. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des sachlich zuständigen Gerichts der Stadt Luxemburg.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile des Fonds öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf Zeichnung und Rücknahme der Anteile beziehen.

Die deutsche Fassung des Verwaltungsreglements ist massgebend.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und diesen Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile öffentlich vertrieben werden.

Art. 20. Inkrafttreten. Das Verwaltungsreglement tritt am Datum seiner Unterzeichnung in Kraft.

Fünffach ausgefertigt in Luxemburg am 30. Juni 2000.

| | |
|---------------------------------|---------------------------------|
| ACTIVEST INVESTMENTGESELLSCHAFT | HypoVereinsbank LUXEMBOURG S.A. |
| LUXEMBOURG S.A. | Die Depotbank |
| Die Verwaltungsgesellschaft | Unterschriften |
| Unterschriften | |

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2000, vol. 538, fol. 63, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(36366/250/504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2000.

LOWE EUROPEAN HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

STATUTES

In the year two thousand, on the thirtieth day of March.

Before Us, Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

1) SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., having its registered office at L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey;

2) LOUV Ltd, having its registered office at JE2 3RA Jersey, 35-37, New Street, St Helier, both here represented by Mr Marc Limpens, employee, residing at 34, rue de Vianden, L-2680 Luxembourg, by virtue of two proxies given on 30th of March 2000.

The said proxies, signed ne varietur by the proxy holder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be tiled with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member companies.

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the control, the management, as well as the development of these participations.

It may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, negotiations or in any manner, participate in the establishment, development and control of any companies or enterprises and render assistance to any company by way of loans and guarantees.

It may carry on any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public. In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name LOWE EUROPEAN HOLDINGS, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is fixed at seventy thousand Pounds Sterling (£ 70,000.-) represented by one hundred (100) shares of seven hundred Pounds Sterling (£ 700.-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The manager(s) need not be shareholders.

The manager(s) may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting. His decisions shall be recorded in minutes or established in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2000.

2. The first annual meeting of the shareholders shall be held in 2001.

Subscription, payment

The article of incorporation having thus been established, the one hundred shares have been subscribed as follows:

| | |
|---|-----|
| - SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., prenamed, ninety-nine shares | 99 |
| - LOUV Ltd, prenamed, one share | 1 |
| Total: one hundred shares | 100 |

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of seventy thousand Pounds Sterling (£ 70,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

The subscribers have paid beside the nominal value of the shares an amount of six thousand and five Pounds Sterling (£ 6,050.-) per share as an issue premium, so that the amount of six hundred and five thousand Pounds Sterling (£ 605,000.-) is at the disposal of the company, as has been proved to the notary, who expressly acknowledges it.

Estimate, Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately five hundred and seventy thousand Luxembourg Francs (570,000.- LUF).

Resolutions of the Shareholders

Then the shareholders take the following resolutions:

1) The Company will be administered by the following managers.

The general meeting of shareholders decide to attribute the mandates of the managers as follows:

- Mr Thomas Goodwin, Managing Director, residing at 29, Nightingale Walk, Windsor, UK-SL4 3HS Berkshire;

- Mr Brian I. Prinn, Chairman, residing at 16814, Oakview drive, Encino California 91436 USA;

- Mr John B. Platt III, Executive Director, residing at 487, Monarch Lane, Santa Barbara, California 93108 USA,

The duration of their mandate is unlimited.

The Company shall be bound by the sole signature of any one of them.

2) The address of the Company is fixed at L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille, le trente mars.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. avec siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey;

2) LOUV Ltd, avec siège social à Channel Islands, Jersey, 35-37, New Street, St Hélier,

ici représentées par Monsieur Marc Limpens, employé privé, demeurant au 34, rue de Vianden, L-2680 Luxembourg, en vertu de deux procurations données le 30 mars 2000.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le représentant des sociétés comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14 les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra acquérir tous titres et droits par voie de participation, de souscription, de négociation ou de toute autre manière, participer à l'établissement, à la mise en valeur et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises et donner assistance à toute société par le biais de prêt et de garantie.

La Société pourra exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination LOWE EUROPEAN HOLDINGS, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à soixante-dix mille Livres Sterling (£ 70.000.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de sept cents Livres Sterling (£ 700,-) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés.

Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés. Ses décisions sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2000.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2001.

Souscription, Libération

Les statuts ayant été ainsi arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

| | |
|--|-----|
| 1) SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., prénommée, quatre-vingt-dix-neuf parts | 99 |
| 2) LOUV Ltd, prénommée, une action | 1 |
| Total: cent parts | 100 |

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de soixante-dix mille Livres Sterling (£ 70.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Les souscripteurs ont payé en plus la valeur nominale des parts sociales, six mille cinquante Livres Sterling (£ 6.050,-) par part sociale comme prime d'émission, de sorte que la somme de six cent cinq mille Livres Sterling (£ 605.000,-) est à la disposition de la société ce qui a été prouvé au notaire soussigné qui le reconnaît expressément.

Estimation, frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ cinq cent soixante-dix mille francs luxembourgeois (570.000,- LUF).

Décision des Associés

Ensuite, les associés ont pris les résolutions suivantes:

1) La Société est administrée par les gérants suivants qui sont nommés par la présente assemblée générale:

- Monsieur Thomas Goodwin, Managing Director demeurant au 29, Nightingale Walk, Windsor, UK-SL4 3HS Berkshire;
- Monsieur Brian T. Prinn, Chairman, demeurant au 16814, Oakview drive, Encino, California 91436 USA;
- Monsieur John B. Platt III, Executive Director, demeurant au 487, Monarch Lane, Santa Barbara, California 93108 USA;

La durée de leur mandat est illimitée.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle de chacun d'entre eux.

2) L'adresse du siège social est fixée à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Limpens, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2000, vol. 123S, fol. 60, case 1. – Reçu 46.985 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2000.

F. Baden.

(21842/200/262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

TAJURA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

STATUTS

L'an deux mille, le six avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- ARODENE LIMITED, société de droit anglais ayant son siège social à Douglas, 5, Athol Street (Ile de Man); ici représentée par Madame Romaine Scheifer-Gillen, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

2.- Madame Romaine Scheifer-Gillen, préqualifiée, agissant en son nom personnel.

La prédite procuration, signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme de participations financières que les parties déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme luxembourgeoise dénommée TAJURA S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société pourra effectuer toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites et susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cent mille Euros (EUR 100.000,-) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président en son sein.

Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six ans.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six ans.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième jeudi du mois de mars à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se terminera le 31 décembre 2000.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2001.

Souscription et Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

| | |
|--|-------|
| 1.- La société ARODENE LIMITED, prédésignée, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions | 999 |
| 2.- Madame Romaine Scheifer-Gillen, préqualifiée, une action | 1 |
| Total: mille actions | 1.000 |

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de cent mille Euros (EUR 100.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ quatre-vingt mille francs luxembourgeois.

Pour les besoins du fisc, il est constaté que le capital social souscrit à hauteur de cent mille Euros (EUR 100.000,-) est l'équivalent de quatre millions trente-trois mille neuf cent quatre-vingt-dix francs luxembourgeois (LUF 4.033.990,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

- 1.- Monsieur Jean-Marc Heitz, comptable, demeurant à L-2233 Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
- 2.- Monsieur Vincenzo Arno', maître en droit, demeurant à L-2233 Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
- 3.- Monsieur Georges Diederich, administrateur de sociétés, demeurant à L-2233 Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.

Deuxième résolution

Est nommé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Alexis de Bernardi, employé privé, demeurant à L-2233 Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire à tenir en l'an 2003.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Cinquième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: R. Scheifer-Gillen, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 10 avril 2000, vol. 849, fol. 40, case 9. – Reçu 40.340 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 17 avril 2000.

J.-J. Wagner.

(21844/239/132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

U-insure-u.com, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Sainte-Zithe.

—
STATUTS

L'an deux mille, le vingt-deux mars.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

L-neuronet.Holding S.A., une société de droit luxembourgeois, avec siège social aux 38-40, rue Sainte-Zithe, L-2763 Luxembourg,

dûment représentée par Monsieur Gabriel Bleser, maître en droit, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 17 mars 2000.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant, par son mandataire, a déclaré avoir constitué une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit

Titre I^{er}. - Forme Juridique, Objet, Dénomination, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle sous la dénomination de U-insure-u.com, S.à r.l. qui sera régie par les présents statuts.

A tout moment, l'associé unique peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. L'objet de la société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision du ou des associés.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital Social, Parts

Art. 5. Le capital est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la société en proportion directe au nombre des parts existantes.

Art. 6. Les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement transmissibles entre vifs et par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Titre III. - Gérance

Art. 7. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables sans indication du motif par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Le ou les gérant(s) sont nommés pour une durée indéterminée et ils sont investis vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

La société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de chaque gérant.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non.

Titre IV. - Décisions de l'Associé Unique, Décisions Collectives d'Associés

Art. 8. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique. Ces décisions sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée.

Titre V. - Année Sociale, Bilan, Répartitions

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 10. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Le solde du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais amortissements, charges et provisions, constitue le bénéfice net de la société. Chaque année, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve légale a atteint le dixième du capital émis mais doit reprendre jusqu'à ce que le fonds de réserve soit entièrement reconstitué lorsque, à tout moment et pour n'importe quelle raison, ce fonds a été entamé.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre VI. - Dissolution

Art. 11. La société n'est pas dissoute par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonction ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VII. - Dispositions Générales

Art. 12. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés se réfèrent à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et libération

Les statuts ayant été ainsi arrêtés, les parts sociales ont été toutes souscrites par L-neuronet.Holding S.A., société de droit luxembourgeois, avec siège social aux 38-40, rue Sainte-Zithe, L-2763 Luxembourg.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est à la libre disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2000.

Frais

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ quarante mille francs (40.000,-).

Résolutions

Et à l'instant l'associé unique, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommée gérant de la société pour une durée indéterminée:

QUENON INVESTMENTS LIMITED, une société constituée sous la loi des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social P.O. Box 3186, Road Town, Iles Vierges Britanniques.

La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant.

2) L'adresse de la société est établie aux 38-40, rue Sainte-Zithe, L-2763 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donné au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Bleser, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 24 mars 2000, vol. 5CS, fol. 25, case 5. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2000.

F. Baden.

(21847/200/120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

SIDE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.

—
STATUTS

L'an deux mille, le vingt-neuf mars.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. YDEOS HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 23, rue Aldringen, ici représentée par deux de ses administrateurs:

a) Madame Joëlle Mamane, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg,

b) Mademoiselle Marie-Laure Aflalo, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

2. Monsieur André Verguyse, administrateur de société, demeurant à Court-St-Etienne, Belgique.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination, Siège, Durée, Objet, Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SIDE INTERNATIONAL S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet:

- directement ou indirectement tant au Luxembourg qu'à l'étranger, de développer les échanges internationaux quels que soient les pays concernés, par des activités de contacts, de relations publiques, de conseil, de représentation et d'assistance et plus généralement toutes interventions liées aux opérations internationales dans les domaines commerciaux;

- l'exploitation, le transfert et le développement de toutes technologies, licences et brevets intéressant les domaines de l'informatique dans son sens le plus large, la bureautique, les supports individuels, le traitement de l'information, et les domaines connexes, ainsi que la commercialisation de tous services et équipements s'y rapportant;

- accessoirement, l'achat, la vente, l'importation, la représentation de tous produits

La société se réserve également la possibilité de faire toutes opérations financières, industrielles et commerciales, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect à l'objet ci-dessus défini et de s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou de toute autre manière, dans toute société ou entreprise ayant une activité analogue, connexe ou complémentaire à la sienne, et en général d'effectuer toutes opérations de nature à favoriser la réalisation de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à soixante-quatorze mille quatre cents Euros (74.400,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de soixante-quatorze Euros quarante cents (74,40 EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital autorisé est fixé à deux cent quatre-vingt-dix-sept mille six cents Euros (297.600,- EUR), représenté par quatre mille (4.000) actions d'une valeur nominale de soixante-quatorze Euros quarante cents (74,40 EUR) chacune.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication du présent acte au Mémorial, Recueil Spécial, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est encore autorisé expressément dans le cadre du capital autorisé, à recevoir à titre de libération des actions nouvellement souscrites en dehors des apports en numéraire, des apports en nature, tels que des titres, des créances. Le conseil est encore autorisé dans le cadre du capital autorisé, à utiliser les bénéfices réservés ou reportés en vue de leur incorporation au capital. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration, Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année Sociale, Assemblée Générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de juillet à 14.00 heures dans la commune du siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2000.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2001.

Souscription, Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

| | |
|--|-------|
| 1. YDEOS HOLDING S.A., préqualifiée, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions | 999 |
| 2. Monsieur André Verguyse, prénommé, une action | 1 |
| Total: mille actions | 1.000 |

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de soixante-quatorze mille quatre cents Euros (74.400,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à trois millions mille deux cent quatre-vingt-neuf francs luxembourgeois (3.001.289,- LUF).

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ soixante-cinq mille francs luxembourgeois (65.000,- LUF).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur André Verguyse, prénommé;
 - b) Monsieur Albert Aflalo, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
 - c) Mademoiselle Marie-Laure Aflalo, prénommée.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire: MONTBRUN REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg.
- 4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2005.
- 5.- Le siège social est fixé à L-1136 Luxembourg, 5-12, Place d'Armes.
6. L'assemblée autorise le conseil d'administration à conférer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

Réunion du Conseil d'Administration

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné à l'unanimité en conformité des pouvoirs leur conférés par les actionnaires Monsieur André Verguyse, prénommé, comme administrateur-délégué pour engager la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Mamane, M.-L. Aflalo, A. Verguyse, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2000, vol. 5CS, fol. 39, case 9. – Reçu 30.012 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 avril 2000.

G. Lecuit.

(21843/220/164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

A.L.S.A.-EUROPA-LAUFZEITFONDS 30.3.2001.

Die Depotbankfunktion des A.L.S.A.-EUROPA-LAUFZEITFONDS 30.3.2001 wurde zum 1. April 2000 von der HYPOVEREINSBANK INTERNATIONAL S.A. an die COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A., 11, rue Notre Dame, Luxemburg, übertragen und das Verwaltungsreglement - Besonderer Teil - des A.L.S.A.-EUROPA-LAUFZEITFONDS 30.3.2001, im besonderen Artikel 19 des Reglements, wurde dementsprechend abgeändert.

Luxemburg, den 1. April 2000.

| | |
|--------------------------------|--------------------------------|
| COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A. | ADIG-INVESTMENT LUXEMBURG S.A. |
| Unterschrift | Unterschrift |
| Unterschrift | Unterschrift |

Enregistré à Luxembourg, le 11 avril 2000, vol. 535, fol. 63, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21857/267/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

UNION REAL ESTATE S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2680 Luxembourg, 10, rue de Vianden.

—
STATUTS

L'an deux mille, le six avril.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Ely Claude Allen Calil, commerçant, demeurant à Londres (Grande-Bretagne),
 - 2) Monsieur Jerry Gureghian, agent de commerce, demeurant à Londres (Grande-Bretagne),
- tous les deux ici représentés par Maître Jean Brucher, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé, données à Courchevel (France), le 31 mars 2000.

Lesquelles procurations après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquels comparants, ès qualités, ont prié le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société civile immobilière qu'ils ont déclaré constituer, et dont les statuts ont été arrêtés comme suit.

I^{er}. - Objet, Dénomination, Durée, Siège

Art. 1^{er}. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous immeubles ou parts d'immeubles pour compte propre qu'elle pourra acquérir ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 2. La société prend la dénomination de UNION REAL ESTATE S.C.I.

Art. 3. La société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de ce jour.

Elle pourra être prorogée pour une durée indéterminée par décision unanime de tous les sociétaires ou leurs ayants droit.

Elle pourra être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires décidant à la majorité des voix et des participations.

Art. 4. Le siège social est à Luxembourg.

II. - Apports, Capital Social, Cession de Parts, Droit des Associés

Art. 5. Il est créé cent (100) parts d'intérêt d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125,-) Euros chacune, attribuées comme suit à chacun des sociétaires en fonction de leur apport:

| | |
|--|-----|
| 1) Monsieur Ely Calil, préqualifié, quatre-vingt dix-neuf parts sociales | 99 |
| 2) Monsieur Jerry Gureghian, préqualifié, une part sociale | 1 |
| Total: cent parts sociales | 100 |

Le fonds social de douze mille cinq cents (12.500,-) Euros a été mis à la disposition de la société ainsi que les sociétaires le reconnaissent par un apport en espèces du même montant.

Art. 6. La cession des parts s'opérera par acte authentique ou sous seing privé, en observant l'article 1690 du code Civil.

Les parts sont librement cessibles entre sociétaires.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Dans leurs rapports respectifs, les sociétaires sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre des parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les sociétaires sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du code Civil.

Dans tous les actes qui contiennent des engagements au nom de la société, les sociétaires devront, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les sociétaires, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la présente société et sur les biens qui lui appartiennent.

Art. 9. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs sociétaires, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers du sociétaire ou des sociétaires décédés.

L'interdiction, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un ou de plusieurs sociétaires ne mettra pas fin à la société, qui continuera entre les autres sociétaires, à l'exclusion du ou des sociétaires en état d'interdiction, de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par mandataire commun pris parmi les autres sociétaires.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

III. - Administration de la Société

Art. 10. L'administration et la gestion de la société sont exercées conjointement par les sociétaires.

Art. 11. La gestion journalière de la société peut cependant être confiée à l'un des sociétaires qui représentera alors la société vis-à-vis des tiers.

Art. 12. Chacun des sociétaires a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société. Les sociétaires peuvent cependant nommer un des leurs qui exercera le droit de surveillance et de contrôle en leurs lieu et place.

IV. - Assemblée Générale

Art. 13. Les sociétaires se réunissent en assemblée générale extraordinaire chaque fois que les intérêts de la société l'exigent et au moins une fois l'an en assemblée ordinaire pour l'examen des comptes de la société.

Toute assemblée doit se tenir dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par l'un quelconque des sociétaires.

Art. 14. L'assemblée générale ordinaire procède à l'examen des affaires sociales, et discute, approuve ou redresse les comptes.

Elle délibère et vote sur toutes propositions portées à l'ordre du jour.

Art. 15. Dans toutes assemblées générales chaque part donne droit à une voix.

En cas de division de la propriété des parts d'intérêt entre usufruitier et nu-proprétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Art. 16. L'assemblée générale extraordinaire peut apporter toutes modifications aux statuts, quelles qu'en soient la nature et l'importance.

VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. A l'expiration ou en cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins d'un des sociétaires dont les attributions seront fixées par les sociétaires réunis en assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire peut cependant décider à la majorité des voix que la liquidation sera confiée à un homme de l'art non sociétaire.

Assemblée Extraordinaire

Et à l'instant les sociétaires, représentant l'intégralité des parts d'intérêts, se sont réunis en assemblée et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Monsieur Ely Calil, préqualifié, est chargé de la gestion journalière de la société avec le pouvoir de la représenter vis-à-vis des tiers.

2) Le siège de la société est établi à L-2680 Luxembourg, 10, rue de Vianden.

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement, le présent capital est évalué à cinq cent quatre mille deux cent quarante-neuf (504.249,-) francs.

Frais

Les dépenses, frais, charges et rémunérations qui incombent à la société à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à quarante mille (40.000,-) francs.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute, les états civils indiqués ayant été certifiés par le notaire de la manière suivante:

- pour Monsieur Ely Calil, d'après son passeport britannique n° 500 1 87 509;

- pour Monsieur Jerry Gureghian, d'après son passeport français n° 75 31 97 032 028.

Signé: J. Brucher, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 12 avril 2000, vol. 123S, fol. 80, case 2. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, signé par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en remplacement de son collègue Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent.

Luxembourg, le 18 avril 2000.

J.-J. Wagner.

(21848/230/117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

THE SMOKE AND BOOZE BROTHERS CLUB OF LUXEMBOURG.

Registered office: L-1272 Luxembourg, 34, rue de Bourgogne.

STATUTES

1. Name.

An «Association sans but lucratif» within the meaning of the law of 21st April 1928 on «association sans but lucratif et les établissements d'utilité publique» is hereby constituted. Its seat hall shall be at 34, rue de Bourgogne, L-1272 Luxembourg and its duration unlimited.

The name of the Association shall be:

THE SMOKE AND BOOZE BROTHERS CLUB OF LUXEMBOURG

2. Founding Members.

The name, address, profession and nationality of each of the founding members are listed on the attached appendix.

3. Objectives.

The objectives of the Association shall be:

- a) to provide a focal point in Luxembourg for all people who enjoy smoking and drinking;
- b) to support and promote cultural activities e.g. visiting distilleries, tobacco factories etc;
- c) organising «dégustations» of wine, tobacco, cigars, beers, etc. for its members;
- d) organising some social activity for its members.

4. Activities.

The Association shall organise, support and participate in such activities as are intended to further its objectives. In particular it shall issue a web page and newsletter for its members.

5. Membership.

Membership shall be open to all persons over the age of 18 regardless of gender, ethnical origins or geographical location. The annual subscription shall be decided by the Committee elected at the General meeting and thereafter at the Annual General Meeting but shall not exceed 250 Euros.

6. Donations.

The Club will accept donations from anybody who supports the objectives of the Club and wishes to support the goals of the Club.

7. Funds.

7.1. The Funds of the Association shall be provided by annual subscription from its members and by donations made by anybody who wishes to do so. The annual subscription shall fall due on 1st April of each year. The financial year shall run from 1st January to 31st December.

Only paid-up members shall have the right to vote at any meeting of the Association, subject to the provisions of article 10.4.

7.2. Only the committee or a sub-committee set up under Article 10.4., may incur expenditure, commit funds or enter into contract on behalf of the Association. For this purpose, the committee or sub-committee may delegate its power to two of its members.

7.3. In the event of the dissolution of the Association, the remaining funds of the Association shall be distributed to the CROIX ROUGE LUXEMBOURG.

8. Organs.

The organs of the Association shall be the General Meeting and the Committee.

9. General Meeting.

An annual general meeting of the members of the Association shall be held not later than 31st March each year. Notice of the AGM, together with a draft agenda, shall be sent to all members at least 4 weeks beforehand. The AGM shall consider a report by the committee on the activities of the Association during the previous year and its statement of accounts for that year, elect a committee and auditors for the following year and to consider any proposed resolutions or other business laid before it. Subject to Article 15 below, the AGM shall act by a majority of the members present.

The committee may call an Extraordinary General Meeting on its own initiative. It shall do so when requested in writing by not less than one-fifth of the members of the Association giving 14 days' notice. The Extraordinary General Meeting shall act by a majority of the members present.

Proposals for resolutions may be submitted by any two paid-up members. Such proposals must reach the Secretary of the Association not less than fourteen days before the date fixed for the General Meeting who shall include them on the draft agenda of the general meeting.

10. Committee.

10.1. The association shall be administered by a committee consisting of three officers (President, Secretary and Treasurer) and not more than one ordinary member.

10.2. A quorum shall comprise at least half of the committee members plus one.

10.3. In the event of a tied vote in the committee, the President, or in his/her absence the Secretary, shall have the deciding vote.

10.4. The Committee may set up sub-committees and fix their terms of reference. Any sub-committee so constituted may co-opt non-members of the Association to serve on such sub-committees where they shall have full voting rights. Decisions of sub-committees may be over-ruled by the full Committee.

11. Election of the Committee.

The election of the Officers and the other members of the Committee shall be held every five years at the AGM by a show of hands, or if requested by at least five members, by secret ballot. All officers and other committee members shall retire after a five years' period but may offer themselves for re-election. The committee shall have the right to co-opt members to fill vacancies where necessary.

12. Auditors.

Two honorary auditors shall be appointed by the AGM to serve for the following years.

13. Cessation of Membership.

Membership shall cease when a member:

- a) resigns from the Association;
- b) fails to pay the annual subscription by the due date.

14. Liability.

The civil liability of the Association is governed by the applicable provisions of the law of the Grand Duchy of Luxembourg.

15. Amendment and Dissolution.

The statute of the Association may be amended or the Association may be dissolved in accordance with the applicable provisions of the law of 21st April 1928.

16. Adoption of the Statutes.

These statutes were adopted by the general meeting held on 31st March 2000.

STATUTS

1. Nom.

Une «Association sans but lucratif» est créée, régie selon les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les «association sans but lucratif et les établissements d'utilité publique». Le siège social est au 34, rue de Bourgogne, L-1272 Luxembourg et sa durée est illimitée.

Le nom de l'Association est THE SMOKE AND BOOZE BROTHERS CLUB OF LUXEMBOURG.

2. Membres Fondateurs.

Les nom, adresse, profession et nationalité de chaque membre fondateur se trouvent en annexe.

3. Objectives.

L'Association a pour objet de:

- a) créer des structures d'accueil et d'appui pour les personnes intéressées au tabac et à l'alcool;
- b) promouvoir et organiser des activités culturelles p.ex. visiter des distilleries, fabrique de tabac etc;
- c) organiser des dégustations de vin, tabacs, cigares, bières etc pour ses membres;
- d) organiser des activités sociales pour ses membres.

4. Activités.

L'Association organise, promouvoit et participe dans des activités qui sont en accord avec les objectives de l'Association. En plus elle publiera une page sur l'internet et un newsletter pour ses membres.

5. Membres.

Toute personne âgée d'au moins 18 ans peut devenir membre actif de l'association, indépendant de leur sexe, origines ou domicile géographique. La cotisation annuelle sera fixé par le Comité élu à l'assemblée générale après l'assemblée générale et ne peut pas être supérieur à 250 Euros.

6. Donations.

Le Club acceptera des donations de chaque personne qui désire soutenir les objectifs du Club.

7. Recettes.

7.1. Les recettes de l'Association se composent de la cotisation annuelle de ses membres et des donations faites par ceux qui veulent faire une donation. La cotisation annuelle est due chaque année le 1^{er} avril. L'année financière va du 1^{er} janvier au 31 décembre, seuls les membres ayant payé leur cotisation ont le droit de voter lors d'une réunion de l'association, voir les détails sous l'article 10.4.

7.2. Seulement le comité ou sous-comité établit sous l'article 10.4., peuvent dépenser de l'argent, attribuer des fonds ou signer un contrat au nom de l'Association. Pour cette raison, le comité ou sub-comité peut déléguer le pouvoir sur un ou deux de ses membres.

7.3. En cas de liquidation de l'association, les fonds seront mis à disposition de la CROIX ROUGE LUXEMBOURG.

8. Organes.

Les organes de l'Association sont l'assemblée générale et le comité.

9. Assemblée Générale.

L'assemblée générale des membres sera tenue au plus tard le 31 mars de chaque année. La convocation se fait au moins 4 semaines avant l'assemblée générale, ensemble avec une ordre du jour proposé. L'assemblée générale doit délibérer un rapport du comité sur les activités de l'Association durant l'année précédente, l'approbation des budgets et comptes, l'élection d'un comité, des réviseurs de caisse et prendre en considération les propositions éventuelles et choses divers. Selon l'Article 15 des statuts, l'assemblée générale prend des décisions par majorité simple des membres présents.

Le comité peut convoquer une assemblée générale extraordinaire; mais également si au moins 1/5 de ses membres le demande en écrit en donnant un préavis de 14 jours. L'assemblée générale extraordinaire prend des décisions par majorité simple des membres présents.

Des propositions pour des motions peuvent être présentées par au moins deux membres ayant payé leur cotisation. Ces motions doivent être envoyées au secrétaire de l'association au moins 14 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale et seront incluses sur l'ordre du jour proposé.

10. Comité.

10.1. L'association doit être administrée par un comité constitué de trois personnes minimum (Président, Secrétaire et Trésorier) et pas plus qu'un membre ordinaire.

10.2. Une majorité comprend la moitié du comité plus un.

10.3. Au cas échéant où il n'y a pas de majorité selon l'article 10.2 le Président ou dans son absence le secrétaire prend le vote décisif.

10.4. Le comité peut former un sub-comité et fixer leurs conditions de référence. N'importe quel sub-comité formé peut co-opter des non-membres de l'Association au sub-comité où ils auront un droit de vote. Les décisions prises par le sub-comité peuvent être rejetées par le comité complet.

11. Election du Comité.

L'élection des membres du comité se fait tous les cinq ans pendant l'assemblée générale par voie de vote à main levée ou sur demande d'au moins cinq membres par vote secret. Tous membres du comité doivent démissionner après cinq ans mais peuvent refaire leur candidature pour ré-élection. Le comité a le droit de co-opter des membres pour remplir des places vacantes.

12. Auditors.

Deux réviseurs de caisse honoraire sont nommés lors de chaque assemblée générale pour l'année prochaine.

13. Cessation de Membres.

Un membre n'est plus membre:

- a) s'il démissionne de l'Association;
- b) s'il ne paye pas sa cotisation annuelle.

14. Responsabilités.

Les responsabilités civiles de l'Association sont réglées par les articles applicables des lois du Grand Duché de Luxembourg.

15. Changement et Dissolution.

Le statut de l'Association peut être changé et l'Association peut être dissoute en accord avec les dispositions de la loi du 21 avril 1928.

16. Acceptation des Statuts.

Ces statuts ont été acceptés lors de l'assemblée générale le 31 mars 2000.

Appendix

| | |
|--|------------|
| Claude Fettes, 34, rue de Bourgogne, L-1272 Luxembourg, Courtier, Luxembourgish | Signature. |
| Jean-Christophe Verlodt, 35, rue St. Louis, F-57100 Thionville, Courtier, French | Signature. |
| Lawrence Young, 3, Parc Lesigny, L-5753 Frisange, Courtier, British | Signature. |
| Malou Spier, 7, rue de Clervaux, L-1346 Luxembourg, Employée privée, Luxembourgish | Signature. |
| Enregistré à Luxembourg, le 4 avril 2000, vol. 535, fol. 40, case 11. – Reçu 500 francs. | |

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21849/000/175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

BIOGROS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 40.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 17 avril 2000, vol. 535, fol. 85, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2000.

(21876/603/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

AAXIS INVESTMENTS, Limited Liability Company.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 62.445.

In the year two thousand, on the fourteenth of March.

Before Us, Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

The limited liability company AAXIS HOLDINGS, with registered office at L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, here duly represented by two directors:

- a) Mr Dennis Bosje, director, residing at L-8447 Steinfort, 3, rue Boxepull;
- b) Mr Klaus Krumnau, private employee, residing at L-83 83 Koerich, 8, rue Principale.

This appearing persons declared and requested the notary to act:

- That AAXIS HOLDINGS is the sole actual partner of the limited liability company AAXIS INVESTMENTS, having its registered office at L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, R.C. Luxembourg section B number 62.445, incorporated by deed of Maître Joseph Elvinger, notary then residing at Dudelange, on the 23rd of December 1997, published in the Mémorial C, number 234 of the 10th of April 1998, and whose articles of incorporation have been modified by deed of the same notary Joseph Elvinger, residing at Luxembourg, on the 2nd of July 1998, published in the Mémorial C, number 802 of the 4th of November 1998, with a corporate capital of five hundred and one thousand Luxembourg francs (501,000.- LUF).

- That the sole partner has taken the following resolution:

Resolution

The sole partner decides to enlarge the purpose of the company and to add a new last paragraph to article two of the articles of incorporation with the following wording:

«**Art. 2. (Last paragraph).** The company may in addition effectuate group finance and group finance support activities for the CARLISLE HOLDINGS group of companies and affiliates thereof including but not limited to the

granting and provision of any support, loan, advance, guarantee, security or collateral to or for the benefit of the CARLISLE HOLDINGS group of companies and affiliates thereof whether or not the Company holds directly or indirectly a participating interest in such companies.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately twenty-five thousand Luxembourg francs.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, the appearing persons signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille, le quatorze mars.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société à responsabilité limitée AAXIS HOLDINGS, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri, ici dûment représentée par deux gérants:

a) Monsieur Dennis Bosje, directeur, demeurant à L-8447 Steinfort, 3, rue Boxepull;

c) Monsieur Klaus Krumnau, employé privé, demeurant à L-8383 Koerich, 8, rue Principale.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que AAXIS HOLDINGS est le seul et unique associé actuel de la société à responsabilité limitée AAXIS INVESTMENTS, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, R.C. Luxembourg section B numéro 62.445, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Dudelange, en date du 23 décembre 1997, publié au Mémorial C, numéro 234 du 10 avril 1998, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire Joseph Elvinger, de résidence à Luxembourg, en date du 2 juillet 1998, publié au Mémorial C, numéro 802 du 4 novembre 1998, avec un capital social de cinq cent un mille francs luxembourgeois (501.000,- LUF).

- Que l'associé unique a pris la résolution suivante:

Résolution

L'associé unique décide d'élargir l'objet de la société et d'ajouter un nouveau dernier paragraphe à l'article deux des statuts avec la teneur suivante:

«**Art. 2. (Dernier paragraphe).** La société peut également effectuer toutes activités de financement et d'appui de financement pour le groupe de sociétés et affiliés CARLISLE HOLDINGS y compris mais pas limités à l'octroi et l'accordement de tous assistance, prêts, avances, garanties, sécurités ou accessoires en faveur du groupe de sociétés et affiliés CARLISLE HOLDINGS, sans qu'il soit nécessaire que la société détienne directement ou indirectement des participations dans de telles sociétés.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société à raison du présent acte sont évalués à la somme de vingt-cinq mille francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Signé: D. Bosje, K. Krumnau, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 mars 2000, vol. 510, fol. 5, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 19 avril 2000.

J. Seckler.

(21850/231/81) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

AAXIS INVESTMENTS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 62.445.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 19 avril 2000.

J. Seckler.

(21851/231/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

**A.C.I.F.D., AGENCE DE COOPERATION
INTERNATIONALE, FINANCE ET DEVELOPPEMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 40.894.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue le 17 mars 1998:

Les mandats des administrateurs:

Monsieur Laurent Ariete, employé privé, demeurant à Niederkorn,
Madame Jeanny Bauler-Schneider, employée privée, demeurant à Oberanven,
Madame Gilberte Nestler, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette,
ainsi que celui du commissaire aux comptes:

Mademoiselle Monique Plyer, employée privée, demeurant à F-Zoufftgen, sont renouvelés jusqu'à la fin de l'assemblée statutaire de l'année 2004.

Pour extrait conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 avril 2000, vol. 535, fol. 85, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21853/603/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

**ASEC MANUFACTURING & SALES
(anc. ALLIEDSIGNAL CATALYSEURS POUR L'ENVIRONNEMENT S.A.S.).**

Siège social: F-57190 Florange, Zone industrielle de Sainte Agathe.
R. C. Thionville B 339.572.885.

L'assemblée générale a décidé de la modification de la dénomination de la société qui devient ASEC MANUFACTURING & SALES.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Le mandataire de la société

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 2000, vol. 535, fol. 92, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21855/799/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

ACT LUX S.A., AUDIO AND CAR TRADING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9764 Marnach, 12, rue de Marbourg.

L'an deux mille, le vingt mars.

Par-devant le soussigné Fernand Unsen, notaire de résidence à Diekirch.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société anonyme AUDIO AND CAR TRADING S.A., en abrégé ACT LUX S.A., avec siège social à L-7452 Lintgen, 25, rue Kaasselt.

constituée suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 7 mars 1997, publié au Mémorial C, numéro 323 du 25 juin 1997,

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Mike Kirsch, employé privé, demeurant à Schoos.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Monsieur Germain Schuler, employé privé, demeurant à Gilsdorf.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Monique Ripp, employée privée, demeurant à Diekirch.

Composition de l'Assemblée

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'ils représentent ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société;
2. Démission de deux administrateurs;
3. Nomination de deux nouveaux administrateurs;
4. Nomination d'un commissaire aux comptes.

II. Que l'intégralité du capital étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-7452 Lintgen, 25, rue Kaasselt à L-9764 Marnach, 12, rue de Marbourg, et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le siège social de la société est établi à Marnach».

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire accepte la démission de Monsieur Didier Hoet, gestionnaire de sociétés, demeurant à B-1853 Grimberge, Wolvertemsesteenweg, 100, et de la société anonyme de droit de l'Etat du Delaware EUROPEAN BUSINESS OFFICE, avec siège social à Dover-Delaware (USA) comme administrateurs de la société et leur donne décharge.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire nomme nouveaux administrateurs:

1. Monsieur Olivier van der Heyden, commerçant, demeurant à B-1880 Kapelle op den Bos, Mecheseweg, 161A;
 2. La société anonyme EUROPEAN FIDUCIARY ADVISORS S.A., avec siège à L-9764 Marnach, 12, rue de Marbourg.
- Le mandat des ces administrateurs prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2001.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer la société anonyme BUREAU D'ASSISTANCE COMPTABLE ET FISCALE S.A., avec siège social à L-9764 Marnach, 12, rue de Marbourg, comme commissaire aux comptes de la société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, Monsieur le Président lève la séance, après avoir déclaré que le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison des présentes est estimé à la somme de vingt-cinq mille francs (25.000,-).

Dont acte, fait et passé à Diekirch en l'étude, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Kirsch, G. Schuler, M. Ripp, F. Unsen.

Enregistré à Diekirch, le 21 mars 2000, vol. 602, fol. 56, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Siebenaler.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société, sur papier libre, pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 17 avril 2000.

F. Unsen.

(21862/234/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

ACT LUX S.A., AUDIO AND CAR TRADING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9764 Marnach, 12, rue de Marbourg.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 17 avril 2000.

F. Unsen.

(21863/234/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

ALMARIO FRERES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4607 Differdange, 11, rue de Lasauvage.

R. C. Luxembourg B 60.951.

L'an deux mille, le vingt-neuf mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée ALMARIO FRERES, S.à r.l., ayant son siège social à L-4607 Differdange, 11, rue de Lasauvage, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 60.951, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 septembre 1997, publié au Mémorial C, numéro 726 du 31 décembre 1997 et dont les statuts n'ont subi depuis lors aucune modification.

L'assemblée se compose des deux (2) seuls et uniques associés, à savoir:

- 1.- Monsieur Carmelo Almario Garcia, électricien, demeurant à F-54560 Audun-Le-Roman, 5B, rue Bernard.
- 2.- Monsieur Francisco Almario Garcia, entrepreneur, demeurant à L-4607 Differdange, 11, rue de Lasauvage.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit leurs résolutions, prises chacune séparément, à l'unanimité et sur ordre du jour conforme:

Première résolution

Cession de parts sociales

Monsieur Carmelo Almario Garcia, prénommé, cède et transporte par les présentes, en pleine propriété, sous la garantie de fait et de droit à son frère et coassocié:

Monsieur Francisco Almario Garcia, prénommé, ici personnellement présent et ce acceptant, la totalité de sa participation actuelle dans ladite société ALMARIO FRERES, S.à r.l., soit deux cent cinquante (250) parts sociales pour le prix de mille francs (LUF 1.000,-) que le cédant déclare avoir reçu avant la passation des présentes. Ensuite Messieurs Carmelo et Francisco, les Almario Garcia, prénommés, agissant en leur qualité de seuls gérants de la dite société ALMARIO FRERES, S.à r.l., déclarent accepter au nom et pour le compte de la société, la cession de parts sociales ci-avant documentée et la considérer comme dûment signifiée à la société, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil et conformément à l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter avec effet immédiat, la démission de Monsieur Carmelo Almario Garcia, préqualifié, en tant que co-gérant de ladite société ALMARIO FRERES, S.à r.l. et de lui donner pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Désormais la société sera, vis-à-vis des tiers, valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique restant, Monsieur Francisco Almario Garcia.

Troisième résolution

Monsieur Francisco Almario Garcia, devenu suite à ce qui précède, associé unique de la société ALMARIO FRERES, S.à r.l., prédésignée, décide de modifier l'objet social existant de la prédite société en supprimant purement et simplement l'alinéa relatif à l'exploitation d'une entreprise d'électricité et aux activités connexes.

Ensuite il décide d'adapter les statuts aux résolutions prises ci-avant et de procéder à une refonte complète des statuts sans néanmoins toucher à la forme juridique de la société, pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

STATUTS

Titre I^{er}. - Objet, Raison Sociale, Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, l'article 1832 du Code civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet:

- l'exploitation d'une entreprise de traitement de surfaces métalliques, ainsi que le commerce de portes et de fenêtres;
- la réalisation de travaux d'isolation en relation avec les entreprises précitées.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 3. La durée de la société est indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de ALMARIO FRERES, S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Differdange (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre II. - Capital Social, Parts Sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (LUF 500.000.-), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs (LUF 1.000,-) chacune.

Toutes les parts sociales ont été souscrites par Monsieur Francisco Almario Garcia, entrepreneur, demeurant à L-4607 Differdange, 11, rue de Lasauvage.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne met pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finira le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions Générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Les frais et honoraires auxquels les présentes donneront lieu sont à charge du cessionnaire qui s'oblige expressément à leur acquittement.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, en l'étude du notaire instrumentant, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. Almario Garcia, F. Almario Garcia, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 3 avril 2000, vol. 849, fol. 29, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 17 avril 2000.

J.-J. Wagner.

(21856/239/118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

AYRTON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 54.093.

*Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire annuelle tenue extraordinairement
le 24 mars 2000 pour statuer sur l'exercice clos au 31 décembre 1998*

Conseil d'administration:

La nomination de Madame Sophie Zeimet, employée privée, demeurant à CH-Vsenaz/Genèves, chemin des Lardières, 9, comme administrateur a été ratifiée.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée appelée à statuer sur l'exercice clos le 31 décembre 2000.

Siège social

L'assemblée générale a décidé de transférer le siège social de L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté, à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

Luxembourg, le 24 mars 2000.

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2000, vol. 535, fol. 89, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(21866/720/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

BEFRALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 7 avril 2000

Le conseil dûment autorisé par l'assemblée générale de ce jour délègue la gestion journalière à M. Luc Morelle qui pourra engager la société sous sa seule signature. Cette délégation est valable durant toute la durée de son mandat.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2000, vol. 535, fol. 88, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(21872/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

BARRISTER INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 18.108.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2000, vol. 535, fol. 79, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2000.

Signature.

(21868/531/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2000.

LE FOYER-ARAG, Compagnie Luxembourgeoise d'Assurances S.A.

RECTIFICATIF

A la page 23212 et à la page 23213 il y a lieu de lire à l'intitulé:

LE FOYER-ARAG, Compagnie Luxembourgeoise d'Assurances S.A.

(03525/XXX/7)

MERCURY SELECTED TRUST, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 6.317.

Notice to Bearer Shareholders

The Manager has appointed FUND ASSET MANAGEMENT L.P., an affiliate of the Manager and a subsidiary of MERRILL LYNCH & CO., INC, as investment adviser to the portion of the Active Asset Allocation (Triple A Series) funds which is invested in North American Smaller capitalisation companies. The allocation decision as to the portion of the Funds that is so delegated shall be made by MERCURY ASSET MANAGEMENT LTD. If you have any questions on the above information, please contact the Administrator at the above address.

1st August 2000.

(03575/962/13)

The Board of Directors.

DAUPHINE, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 53.263.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 22 août 2000 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Autorisation au Conseil d'Administration dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social (et du capital autorisé) en EURO, d'augmenter le capital social (et le capital autorisé), d'adapter ou de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.
6. Divers.

I (03312/534/20)

Le Conseil d'Administration.

ILYOSON, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 54.250.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 22 août 2000 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Autorisation au Conseil d'Administration, dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social (et du capital autorisé) en EURO, d'augmenter le capital social (et le capital autorisé), d'adapter ou de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.
6. Divers.

I (03313/534/20)

Le Conseil d'Administration.

STARO S.A., Holdingaktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.
H. R. Luxemburg B 12.607.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 22. August 2000 um 16.00 Uhr, an der Adresse der Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Dezember 1999.
3. Beschlussfassung über die Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
4. Neuwahlen.
5. Beschluss über die Weiterführung der Gesellschaft gemäss Artikel 100 der Gesetzgebung über die Handelsgesellschaften.
6. Ermächtigung an den Verwaltungsrat, im Rahmen des Gesetzes vom 10. Dezember 1998, die notwendigen Formalitäten zur Umwandlung des gezeichneten Kapitals und des genehmigten Kapitals in EURO vorzunehmen, das gezeichnete und das genehmigte Kapital zu erhöhen, den Nominalwert der Aktien anzupassen oder abzuschaffen und die Satzung dementsprechend anzupassen.
7. Verschiedenes.

I (03314/534/23)

Der Verwaltungsrat.

IMVO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxemburg B 61.121.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 25 août 2000 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Autorisation au Conseil d'Administration, dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social (et du capital autorisé) en EURO, d'augmenter le capital social (et le capital autorisé), d'adapter ou de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.
7. Divers.

I (03315/534/20)

Le Conseil d'Administration.

MONCEAU EUROPE, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxemburg B 21.967.

Compte tenu de la baisse constante du nombre de parts en circulation dans le Sicav et de la faiblesse de ses actifs, le Conseil d'Administration propose aux actionnaires la mise en liquidation de la Sicav MONCEAU EUROPE.

Les actionnaires de MONCEAU EUROPE, SICAV sont invités à participer à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

modificative des statuts qui se tiendra à Luxembourg, 39, allée Scheffer. le 21 août 2000 à 14.15 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de mettre en liquidation la Sicav MONCEAU EUROPE
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Divers

Le conseil a proposé de nommer CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ LUXEMBOURG Liquidateur du Fonds et la société de révision ERNST & YOUNG Commissaire à la liquidation.

Les demandes de souscription et de rachat sont suspendues à compter de la publication du présent avis.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne sera régulièrement constituée et ne pourra valablement délibérer sur l'ordre du jour que si la moitié au moins du capital est représentée et les résolutions, pour être valables, seront approuvées par une majorité des deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés et votants.

Toute action donne droit à une voix. Chaque actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par le biais d'une procuration. Toute procuration devra parvenir au siège social de la société 48 heures au moins avant l'assemblée.

L'actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions au moins 48 heures avant la tenue de l'assemblée générale au siège social de la société.

I (03500/755/28)

Le Conseil d'Administration.

BELLERY HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 47.229.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 août 2000 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 mars 1998, 1999 et 2000
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (03041/795/17)

Le Conseil d'Administration.

AVR PARTNERS, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 55.496.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 11 août 2000 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Autorisation au Conseil d'Administration dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social (et du capital autorisé) en EURO, d'augmenter le capital social (et le capital autorisé), d'adapter ou de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.
7. Divers.

II (03304/534/21)

Le Conseil d'Administration.

FREUD, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 66.404.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 11 août 2000 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Autorisation au Conseil d'Administration dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social (et du capital autorisé) en EURO, d'augmenter le capital social (et le capital autorisé), d'adapter ou de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.
6. Divers.

II (03305/534/20)

Le Conseil d'Administration.

BAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 17.419.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 9 août 2000 à 10.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1999
3. Décision conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur la dissolution éventuelle de la société
4. Affectation du résultat
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes
6. Réélections statutaires
7. Divers.

II (03346/309/19)

Le Conseil d'Administration.

PIKATA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 36.263.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 11 août 2000 à 9.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels au 31 mars 2000.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes.
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

II (03420/029/20)

Le Conseil d'Administration.

HSBC GLOBAL INVESTMENT FUNDS.

Registered office: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.
R. C. Luxembourg B 25.087.

Shareholders of HSBC GLOBAL INVESTMENT FUNDS (the «Company») are hereby invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, at 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, on 18th August, 2000 at 11.00 a.m. to deliberate and vote on the following agenda:

First Extraordinary Resolution

Amendment of the Articles of Incorporation by adding or changing the provisions outlined below:

1. addition to the first paragraph of Article 4 of a reference to subsidiaries to clarify the right of the Company to establish, and invest through, wholly-owned subsidiaries;
2. deletion in paragraph 4 of Article 5 of the reference to «Fund», addition of the possibility to provide for specific features of classes to be created in the future and addition to Article 5 of the updated text on liquidations and amalgamations of classes including the possibility for the Board of Directors or a meeting of shareholders to decide about the compulsory redemption or amalgamation of a class of Shares if the net asset value of the Shares of such class falls below 10 million United States Dollars or its equivalent or for other compelling reasons and possibility for the shareholders in a class to decide consolidation or split of Shares;
3. addition to the second paragraph of Article 6 of provisions relating to conversions of bearer Shares into registered Shares and the absence of any conversion of registered Shares into bearer Shares;
4. insertion in the fourth paragraph of Article 6 of references to bank transfers and cheques to be sent to registered shareholders;
5. addition to the 9th paragraph of Article 6 of a reference to notices returned as undeliverable;
6. addition to the tenth paragraph of Article 6 of a reference to the entitlement to fractions of Shares unless clearing systems allow only for entire shares to be held and addition of references to joint ownership, to the end of Article 6, whereby authority shall be granted to the Company to suspend the exercise of any rights until one person shall have been designated as the representative of joint owners, and insertion of a provision whereby the Company may pay redemption proceeds, distributions and other payments to either the first registered holder or to all joint holders together;
7. amendment of Article 8 to delete the references to «Fund» or replace them by «class» and deletion in point c) 3) of Article 8 of the reference to the currency of the class concerned and change at the end of Article 8 of the definition of a US person;
8. inclusion in Article 11 of a sentence stating that signed Proxy Cards of shareholders shall be deemed valid for reconvened shareholders meetings unless revoked;
9. deletion in paragraph 2 of Article 12 of the reference to mandatory publications in a leading London daily newspaper;
10. amendment of Article 14 to provide for the possibility of using teleconference means at Board meetings;
11. amendment of Article 16 to delete the reference to «Fund» or replace them by «class» and amendment of Article 16 by inclusion at the end of item (1) of two paragraphs describing the possibility of co-managing the assets of several pools of assets established by the Company and to clarify the possibility to invest indirectly through wholly-owned subsidiaries;
12. amendment of Article 17 by replacing the reference to THE HONG KONG AND SHANGHAI BANK CORPORATION to HSBC HOLDINGS Plc.
13. amendment of Article 21 to replace the reference to «dealing day» by «Valuation Date» and the references to «Fund» by «class»;
14. amendment of Article 21 to delete in the current paragraph 8 the reference to the size of redemptions for redemptions in kind and inclusion in Article 21 of provisions relating to the possibility for the Board to determine notice periods required for lodging redemption requests;
15. amendment of Article 21 by deletion of current paragraphs 11 to 16;
16. amendment of Article 22 to delete the references to «Fund» or replace them by «class»;
17. deletion in item (a) of the second paragraph of Article 22 of the words «(otherwise than for ordinary holidays)» and addition of item (f) to the second paragraph of Article 22 to enable the Directors to suspend the determination of the NAV in circumstances outside the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards shareholders to continue dealing;
18. amendment of Article 23 to delete the references to «Fund» or replace them by «class»;
19. amendment of Article 23 by deletion of the terms «category in each» in the first sentence of the first paragraph, deletion in the second paragraph of the words «or its distributor» and «nearest» and addition under B. of Article 23 of a reference to the potential liabilities of the Company for costs incurred in relation to structures which may be required by law or regulations in jurisdiction in which the shares are marketed;
20. amendment of Article 23 by deletion in the first sentence of paragraph C. of the words «each category of» and in paragraph C. d) of the references to cross liabilities between the different classes.
21. amendment of Article 23 by insertion of a new section D. describing the allocation of the relevant proportion of the assets and liabilities of each pool to each specific share class and dealing with class specific assets and liabilities and change of section D. into section E;
22. insertion of an Article 23bis to allow for the co-management of assets of various pools;
23. amendment of Article 27 to replace the references to «Fund» by the reference to «class» and to clarify that no distributions will be made for accumulation classes;
24. amendment of Article 29 by replacing the references to «dissolution» by references to «liquidation» and replace the references to «categories» by references to «classes»;
25. amendment of Article 30 to provide for the deletion of the second paragraph;
26. amendment of Article 31 to provide for the definition of the law of 1915.

Second Extraordinary Resolution

Appointment of Mrs Foo Pek Hong, Messrs Andrew J. Ross, Stephen Thatcher, Martin Tully, Michael Watson and Mark Dickson as directors of the Company

- * The quorum required for the First Extraordinary Resolution is 50 % of the Shares outstanding and the passing of the First Extraordinary Resolution requires the consent of two-thirds of the Shares represented at the Meeting.
- * If the quorum is not reached a second Meeting will be convened for 26th September, 2000 at 11.00 a.m. with the same agenda. There is no quorum required for this reconvened Meeting and the First Resolution will be passed by a majority of two-thirds of the Shares represented at such Meeting.
- * No quorum is required for the Second Extraordinary Resolution and the passing of the Second Extraordinary Resolution requires the consent of a simple majority of the Shares represented at the Meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy.

Holder of bearer Shares who wish to attend the Meeting or vote at the Meeting by proxy have to deposit their Share certificates with BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, not later than 14th August, 2000 at 5.00 p.m. The Shares so deposited will remain blocked until the day after the Meeting.

A letter to Shareholders and a draft of the restated Articles of Incorporation are available upon request at the registered office of the Company (Tel.: (352) 47 68 121 / Fax.: (352) 47 55 69), or at the offices of HSBC INVESTMENT FUNDS (HONG KONG) LIMITED (Tel.: (852) 22 888 118 / Fax.: (852) 28 45 02 57) and HSBC FUNDS NOMINEE (JERSEY) LTD (Tel.: (44) 1534 606 520 / Fax.: (44) 1534 60 63 58).

II (03434/000/92)

The Board of Directors.

**LAMESCH EXPLOITATION S.A.,
JEAN LAMESCH EXPLOITATION, Société Anonyme.**
Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Wolser Nord.
R. C. Luxembourg B 23.555.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 16 août 2000 à 15.00 heures à Luxembourg, 32, boulevard Joseph II, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de deux cent soixante-six millions cinq cent soixante-quatorze mille six cent cinquante (266.574.650,-) francs, pour le porter de son montant actuel de vingt-deux millions (22.000.000,-) de francs, à deux cent quatre-vingt-six millions cinq cent soixante-quatorze mille six cent cinquante (286.574.650,-) francs, par incorporation au capital d'un montant de deux cent soixante-six millions cinq cent soixante-quatorze mille six cent cinquante (266.574.650,-) francs à prélever sur la prime de fusion à concurrence de quatre-vingts millions dix mille cent dix (80.010.110,-) francs, et sur les réserves libres à concurrence de cent quatre-vingt-six millions cinq cent soixante-quatre mille cinq cent quarante (186.564.540,-) francs le nombre d'actions restant inchangé à mille six cents (1.600) et la valeur nominale des actions étant abrogée.
2. Conversion de la monnaie d'expression du capital social de francs luxembourgeois en Euro, pour fixer le capital social à sept millions cent quatre mille (7.104.000,-) Euro, représenté par mille six cents (1.600) actions sans désignation de valeur nominale.
3. Modification afférente de l'article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:
«**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à sept millions cent quatre mille (7.104.000,-) Euro, représenté par mille six cents (1.600) actions sans désignation de valeur nominale.
Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.
La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.»

Les propriétaires de titres au porteur devront en effectuer le dépôt au siège social de la société.

II (03439/226/31)

Le Conseil d'Administration.

MURRAY UNIVERSAL , SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J. F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 8.621.

The

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of MURRAY UNIVERSAL, SICAV will be held at its registered office in Luxembourg, 50, avenue J. F. Kennedy on 11 August 2000 at 3.00 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. To hear the Management Report of the Directors and the Report of the Auditor.
2. To approve the Statement of Net Assets and the Statement of Changes in Net Assets for the year ended 31 March 2000 and to consider declaration for the various sub-funds.

3. To discharge the Directors with respect to the performance of their duties during the year ended 31 March 2000.
4. To elect the Directors to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
5. To elect the Auditor to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken at the majority of the shares present or represented at the meeting.

In order to take part at the statutory meeting of 11 August 2000, owners of bearer shares in Japan Portfolio will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the registered office of the Company, 50, avenue J. F. Kennedy, Luxembourg, or with the following banks:

- BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J. F. Kennedy, Luxembourg;
- CLYDESDALE BANK LIMITED, 30, Lombard Street, London.

Owners of bearer shares in Pacific Portfolio will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the registered office of the Company, 50, avenue J. F. Kennedy, Luxembourg, or with the following bank:

- BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J. F. Kennedy, Luxembourg.

II (03468/755/29)

The Board of Directors.

LIONINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R. C. Luxembourg B 58.113.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 16 août 2000 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes pour l'année 1999.
2. Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes pour l'année 1999.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre concernant la conversion du capital social en Euro.
5. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

II (03502/502/18)

Le Conseil d'Administration.

SYLLUS S.A. HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 37.716.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le jeudi 10 août 2000 à 16.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Divers.

II (03504/000/15)

Le Conseil d'Administration.
